



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

Après la publication des chiffres officiels du chômage qui marquent une envolée inédite depuis dix ans, Sarkozy s'est cru obligé d'intervenir sur le sujet. Mais ses mesures ne peuvent qu'aggraver la situation.

« **C**ontre le chômage, on n'a pas tout essayé! » Une fois de plus, Sarkozy prend l'initiative sur le terrain social, et cette fois-ci sur un sujet central : la question de l'emploi. Il faut dire que les chiffres sont sans appel : après une augmentation du chômage de 1,2% en octobre, le nombre de demandeurs d'emploi s'est accru de 5% en un an. La situation est encore plus dramatique pour les travailleurs les plus âgés avec une progression de 2,4% en octobre. Depuis le début du mandat de Sarkozy, en mai 2007, le chômage des plus de 50 ans s'est envolé : +55% ! Par l'annonce d'un sommet

sur l'emploi en janvier avec les « partenaires sociaux », Sarkozy déclare vouloir regarder les propositions, tout en disant aussitôt qu'il faudra « avoir le courage » de « lever les tabous sur les freins à la compétitivité française ». Mais dans le même discours, il fustige l'idée des 35 heures et déclare vouloir rallonger le temps de travail tout comme l'âge de départ à la retraite. L'hypocrisie est au maximum quand il évoque la lutte contre le chômage, alors que toutes les mesures du gouvernement tendent au moins à le laisser croître, voire à l'accélérer. C'est le cas de la décision de non-remplacement des fonctionnaires, qui laisse à la rue des

milliers de jeunes chaque année. Pourtant, les annonces de suppressions d'emplois se succèdent, sans que le gouvernement n'intervienne. Tout au plus s'est-il adressé au PDG de PSA pour lui demander de reporter les licenciements... L'entreprise automobile continue sans souci ses plans de fermetures de site, tout en prétendant qu'elles se feraient sans licenciements. En oubliant les intérimaires déjà licenciés. Et les annonces des leaders de l'automobile, dont PSA, ne sont que les parties émergées de l'iceberg : les petites entreprises sont confrontées à des difficultés, les grands groupes reportent sur ces entreprises

SUITE PAGE 2

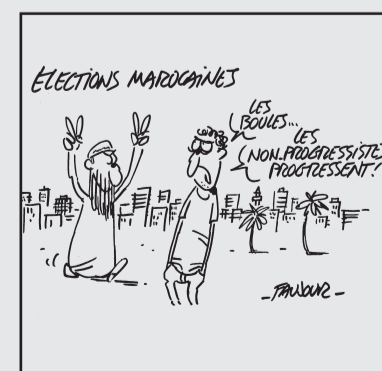
M 04249 - 127 - F : 1,20 €



REGARDS
Entretien avec des Indignés de la Défense.
Page 2

**AUX CAPITALISTES
DE PAYER LEURS
CRISES !**

CAMPAGNE
Poutou 2012.
Pages 4 et 5



INTERNATIONAL
Maroc, élections pour contenir l'élan des mobilisations populaires.
Page 9

Agenda

9 décembre, austérité, NPA 41, Blois.
Réunion publique « Contre l'austérité, quelle riposte ? » organisée par le NPA de Loir-et-Cher. RV à 20 heures, salle des Sarrazines, rue Latham, Blois.

10 décembre, projection-débat, Peugeot, Marseille. Projection-débat « Paroles d'ouvriers » avec des ouvriers de Peugeot et les auteurs Christian Corouge et Marcel Durand. À 20h30, projection du documentaire *Disparaissent les ouvriers* de Christine Thépenier et Jean-François Priester. RV à partir de 17h30, 19, rue Francis-de-Pressensé, Marseille.

10 décembre, santé, rassemblement, Fontainebleau. Contre la politique de santé du gouvernement et en particulier contre la loi HPST, un rassemblement est organisé. RV à 10 heures devant la mairie de Fontainebleau.

11 décembre, ordre moral, manif, Paris. Contre les catholiques intégristes qui mènent campagne contre les œuvres qu'ils considèrent blasphématoires, un collectif regroupant associations, syndicats et partis (dont le NPA) appelle à une manifestation « Défendons nos libertés contre l'ordre moral ». RV à 15 heures place Saint-Michel (M° ou RER Saint-Michel).

13 décembre, dette, réunion publique, Paris 17°. « Dette = Austérité ? - Ce n'est pas à nous de payer ! », à l'invitation du NPA Paris 17°, avec Hugo Harari-Kermadec (économiste) et Dominique Malvaud (syndicaliste cheminot). RV à 19 heures, Librairie Résistances, 4 villa Compoint (M° Guy-Moquet).

13 décembre contre l'austérité, manif, Paris. Les organisations syndicales CFTD, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, dénoncent fermement les plans d'austérité et de rigueur décidés et imposés par le gouvernement. RV à 13 heures devant Moody's, 96 boulevard Haussmann, (M° Saint-Augustin), ou à 14 heures, Pont de la Concorde (M° Concorde).

14 décembre, réunion dette, Poitiers. Le comité de Poitiers organise une réunion-débat sur la dette sur les thèmes « Qu'est ce que la dette publique ? D'où vient-elle ? Pourquoi faut-il l'annuler ? » et avec un topo historique sur la dette de l'Argentine en 2001. RV à 20h30 au Plan B, 30/32 Boulevard des Grands-Cerfs, à Poitiers.

15 décembre, crise, réunion publique, Paris 20°. Réunion publique avec Olivier Besancenot sur le thème : « Crise, dette, austérité, nucléaire : les réponses du NPA et de son candidat Philippe Poutou ». RV à 19 heures, bar Le Soleil, 136 bd Ménilmontant (M° Ménilmontant).

16 décembre, dette, réunion publique, Maurepas. Le collectif « Nous ne paierons pas leur dette » organise une réunion publique avec Jacques Bournay (économiste) et un représentant du Comité action Europe (Belgique). RV à 20 h 30, salle du conseil municipal, mairie de Maurepas.

Lire aussi en page 5, tout l'agenda de la campagne de Philippe Poutou

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

LE CHÔMAGE AU CŒUR DE LA CRISE

SUITE DE LA PAGE 1

leur volonté de rentabilité et « sous-traitent » alors licenciements et réductions de salaires. C'est évidemment l'automobile dont on parle le plus : un des plus gros secteurs industriels de France, mais aussi porteurs de milliers d'emplois. Les équipementiers, dans la sous-traitance automobile, sont pris dans les mêmes logiques de restructuration, alors que leur organisation du travail est depuis longtemps sous le contrôle complet de ces groupes automobiles. Ils se trouvent contraints par les grands groupes automobiles à accompagner les délocalisations. Mais ils sont eux-mêmes des groupes multinationaux, appliquant les mêmes principes de redéploiement international.

LUTTES CONTRE LES LICENCIEMENTS : SUR LA DÉFENSIVE

Face aux licenciements, le mouvement ouvrier est sur la défensive. Entreprise par entreprise, on essaie de s'organiser. La manifestation de Valenciennes, le 19 novembre, autour du site PSA de Sevelnord, le comité contre les licenciements dans l'Eure, les mobilisations autour des Fonderies du Poitou,

autant d'exemples qui montrent que les salariéEs ne se laissent pas faire. Quelques batailles emblématiques montrent que la lutte paie, permettant de gagner, pour quelques mois ou quelques années, le maintien de l'emploi, sans pour autant que ce soit une victoire définitive. Mais on voit bien que c'est d'une centralisation politique que le mouvement ouvrier a besoin, une centralisation qui ne peut se trouver que dans une réponse commune des partis et syndicats, liant luttes et propositions politiques.

LE TRAVAIL, UN « BIEN COMMUN »

La manifestation du 3 décembre organisée par la CGT chômeurs vient rappeler que la lutte contre les licenciements ne suffit pas. Il faut aussi répondre à la nécessité de créer les millions d'emplois dont ont besoin ces millions de personnes au chômage. La CGT Chômeurs, par son enquête sur le « budget de vie » des bénéficiaires des minima sociaux, rappelle aussi que la situation est de plus en plus difficile pour une partie de la population. Cette enquête, menée dans de nombreuses villes de France, vise à mettre en évidence les besoins

non satisfaits. Elle se conclut par cette question fondamentale : « Chaque mois, il me manque pour vivre décentement : ... ».

La phase actuelle de la crise et les mesures d'austérité prises en son nom s'appliquent à une population qui subit déjà la crise depuis des années. On ne peut rester seulement sur la défensive, les situations d'urgence vécues par de nombreuses personnes obligent à mettre au contraire en avant des propositions nouvelles, qui permettent d'avancer ensemble.

Le mouvement ouvrier répond par une exigence simple : le partage du travail par une réduction du temps de travail et les embauches correspondantes. Nous refusons le contre-exemple que représente le temps partiel, appliqué principalement aux femmes et accompagné d'une baisse des salaires. Un véritable partage du temps de travail, donnant du travail à toutes et tous, ne peut s'appuyer que sur un partage des richesses.

Louis-Marie Barnier

regards

Propos recueillis par Coralie Wawrzyniak

INDIGNÉS DE LA DÉFENSE « Une fois debout, la révolte semble naturelle ! »

Les Indignés parisiens occupent le parvis de la Défense depuis un mois. Posons notre regard sur eux, sur leur lutte et la répression qu'ils subissent. Ces témoignages sont ceux de deux Indignés parmi tant d'autres.

Les Indignés occupent depuis maintenant un mois le parvis de la Défense, que retiens-tu de cette occupation ?

FRANÇOIS. On a eu des moments positifs, on a eu des moments négatifs. Ces moments négatifs ont été très très durs mais pour moi même une charge de CRS peut devenir un moment positif quand c'est retransmis par les médias. C'est à notre avantage car ça ne peut que les discréditer, que montrer la faiblesse du système. De la même façon, la destruction de l'œuvre d'art est pour moi quelque chose de positif car cela ne fera que desservir le système et montrer leur méchanceté, leur manque d'intelligence.

FABRICE. C'est un acte symbolique majeur. Il s'agissait de marquer la reprise en main du lieu majeur de la finance, devenue la main de fer à la barre des Nations. L'occupation a duré un mois, bien plus que prévu. Elle ne pouvait être définitive, afin de permettre au mouvement de déployer son énergie sur d'autres terrains idéologiques - le prochain étant les droits de l'homme.

Cette occupation a marqué une complexification de l'organisation. En effet, si les occupants étaient une cinquantaine, il faut compter qu'environ 200 personnes collaborent sur des outils internet (de l'envergure de ceux des grandes entreprises) pour avancer dans les commissions et groupes de travail (pédagogie, recherches, presse, juridique, actions, communication, traduction, web etc.). Le mouvement est jeune et présente les défauts de la jeunesse ; aussi, ce mois a-t-il été émaillé de quelques tensions et dissensions propres à une sorte de « crise d'adolescence ». On peut dire que les mouvements espagnol, allemand ou nord-américain sont plus vieux d'un an, et que les deux premiers présentent une vieille culture de l'autogestion pragmatique. Dans quelques mois, la France sera au même niveau.

À la suite des violences policières, des plaintes ont été déposées. Penses-tu qu'elles aboutiront ? Des Indignés travaillent-ils sur ces questions plus spécifiquement ?

FABRICE. La question est inexacte. Aucune plainte n'a été déposée à ce jour. Une « plainte commune » d'une quinzaine de citoyens (indignés, donc) est portée par un trio d'avocats pénalistes bénévoles. Elle devrait être déposée vers le 15-20 décembre au procureur et/ou à l'Inspection générale des services (IGS). Ensuite, une procédure de trois à six mois s'enclenchera. Son but : faire la lumière sur la chaîne de commandement et établir les responsabilités. Les étapes en seront totalement médiatisées. Nous espérons une condamnation de principe de la répression par la justice. Ainsi, nous pourrions un jour espérer voir les Indignés agir dans l'espace public sans craindre la répression. Cette répression qui ne semble pas exister ailleurs dans de telles proportions (à vérifier). Rappel : en France, la notion de Class Action (plainte collective) n'existe pas, cette plainte ne peut pas être celle des Indignés en tant que groupe informel. En revanche, cette plainte est symboliquement celle de la cause.

On reproche souvent au mouvement des Indignés le manque de perspectives, que réponds-tu à cette critique ?

FABRICE. Les propositions sont multiples. Les opinions nihilistes, anarchistes, « aquabonistes » sont minoritaires. Évidemment, elles sont les plus visibles car les plus spectaculaires de prime abord.



(PHOTO THÉQUE ROUGE/JMB)

En réalité, les groupes de travail économie, monnaie-banques, droits de l'homme, Constituante et pédagogie établissent des programmes, actions, propositions. Les adopter au consensus est long, car c'est celui de l'intelligence, et non pas celui de l'occupation de l'espace public. Vous verrez apparaître des résultats au printemps. Nous ne sommes pas dans le temps de cette société du spectacle, de la consommation et de l'immédiateté que nous haïssons.

Qu'aimerais-tu dire aux personnes qui n'ont pas encore rejoint les Indignés ?

FRANÇOIS. La lutte c'est tout le monde. On a besoin de tout le monde. Ce ne sont pas les hôpitaux psychiatriques qui vont sauver les gens, c'est le groupe. C'est une excellente thérapie. Et aujourd'hui la Défense, c'est un groupe.

FABRICE. Un humain est libre quand il se met debout, par la raison, pour la justice, vers le futur de ses gosses. Je ne veux pas que les miens vivent dans ce monde. Et pour cela je suis prêt à sacrifier beaucoup. Vous aurez toujours raison de vous révolter. Une fois debout, la révolte semble naturelle.

En route pour 4°C de plus ?

Malgré la récession, les émissions de gaz à effet de serre ne cessent de croître. Les différents sommets ne répondent pas à l'urgence climatique. Il est plus que jamais nécessaire de contraindre les mouvements sociaux contre la destruction du climat.

Depuis le sommet de Copenhague, les conséquences du basculement climatique se sont clairement aggravées.

Les pires inondations de l'histoire du Pakistan, celles du Sri Lanka, les fortes pluies et les torrents de boue au Brésil sont causées par le changement climatique dû aux activités humaines dans un mode de production capitaliste. Les victimes de ces désastres sont principalement les pauvres, les femmes et les peuples indigènes et plus généralement, les peuples du Sud.

Sans parler des récentes inondations en Thaïlande, de la sécheresse en Somalie ou en France l'été dernier qui ont rendu extrêmement difficiles les récoltes et l'approvisionnement en eau. Elles n'étaient pas le fruit du hasard mais le résultat de la mutation climatique provoquée par les émissions massives de gaz à effet de serre dans le cadre d'un système de production, de consommation et de transports irresponsable.

Et nous savons avec de plus en plus de précisions (on attend pour bientôt un nouveau rapport complet du GIEC) que les pays développés doivent se donner l'objectif d'une diminution de 40% des émissions de CO₂ d'ici 2020 pour éviter de dépasser les 2°C d'augmentation de la température qui produisent déjà de graves dommages mais au-delà desquels la situation risque de devenir incontrôlable (« l'emballage climatique »).

Les émissions de gaz à effet de serre ont atteint les 48 milliards de tonnes. Pour éviter un réchauffement au-delà du seuil dangereux de 2°C, le pic des émissions doit être atteint en 2015 pour ensuite diminuer à 40-44 milliards de tonnes avant 2020.

Or comme l'explique Daniel Tanuro dans un article récent¹ cet objectif de diminution ne sera pas adopté. « À la veille du sommet de Durban,

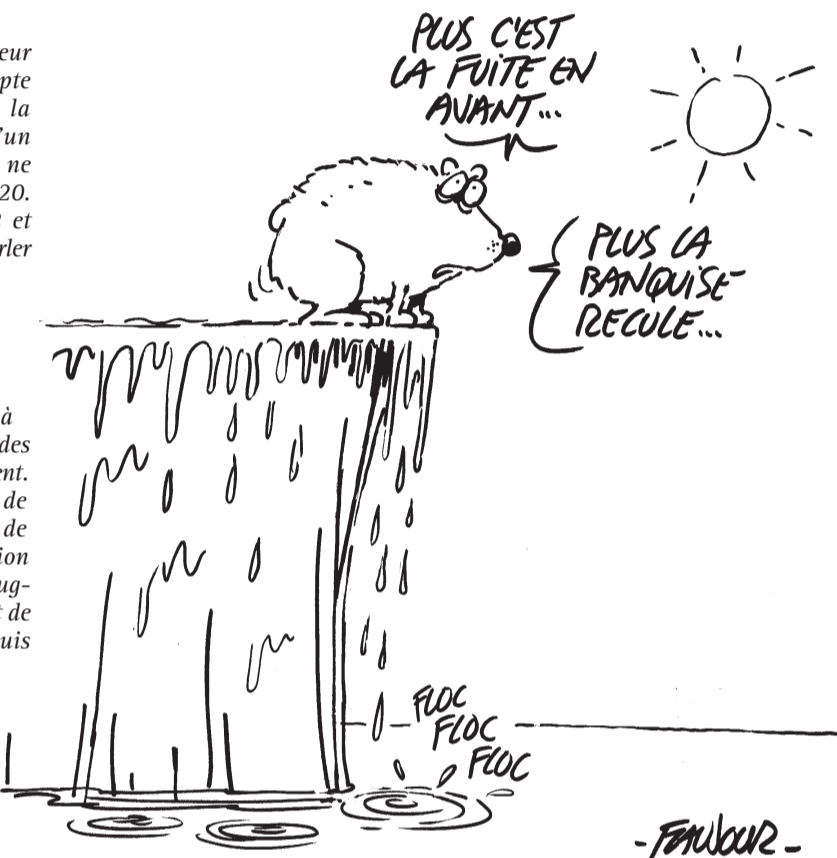
les pays développés admettent tous que le Protocole de Kyoto, qui ne va pas au-delà de 2012, n'aura pas de succès avant 2016, au plus tôt. Compte tenu du temps nécessaire à la ratification, cela signifie qu'un éventuel accord international ne sera pas d'application avant 2020. Trop tard pour rester entre 2 et 2,4°C de hausse, pour ne pas parler de rester sous les 2°C.

Sans un accord mondial contraignant pour organiser le transfert de technologies propres [...] la concurrence capitaliste conduira inévitablement à une poursuite de la croissance des émissions, donc du réchauffement. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les émissions de CO₂ provenant de la combustion des combustibles fossiles ont augmenté de 5% en 2010, en dépit de la récession la plus grave depuis les années trente. »

Les données récentes devraient donc nous inquiéter, mais aussi nous pousser à agir. Elles convergent. Elles proviennent de sources diverses, dont l'Organisation météorologique mondiale (OMM - communiqué du 21 novembre), l'AIE (communiqué du 9 novembre) et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Même l'OCDE tire le signal d'alarme, à défaut d'en tirer de bonnes conclusions. En résumé, année après année, « l'objectif de limiter le réchauffement à 2°C s'éloigne » (titre d'un article de synthèse du Monde, 23 novembre). C'est que, selon un autre article de ce quotidien (21 novembre) prenant appui sur l'OMM, « la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère atteint des niveaux record ».

Contre la logique spéculative, contre la privatisation et la marchandisation de la nourriture, nous opposons une autre logique, celle de la défense de la souveraineté

LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE EN UNE LEÇON



alimentaire, de la récupération du contrôle sur les politiques agricoles, pour l'accès aux ressources naturelles (l'eau, les semences, la terre) et nous luttons contre les multinationales, les institutions internationales et les gouvernements complices.

URGENCE

Les mobilisations de Copenhague, le sommet alternatif à Cochabamba et les actions durant la conférence de Cancun, ont montré que des mobilisations radicales contre la réponse capitaliste à la crise sont possibles.

L'urgence est à la construction de mouvements sociaux au niveau mondial contre la destruction du climat et contre le productivisme

avec sa faim insatiable pour les combustibles fossiles.

Le NPA devra continuer ses efforts, en lien avec les activistes et les mouvements sociaux, pour construire une campagne unitaire de masse pour le climat et la justice sociale. Ceci dans la perspective d'une rupture écosocialiste qui constitue la seule réponse réelle à cette crise globale.

Fred B. (Lyon)

1. À la veille de Durban: pas d'accord climatique avant 2020!
<http://www.npa2009.org>



Par Yvan Lemaitre

MERKOZY, LEUR EUROPE CONTRE LES PEUPLES

Lundi 5 décembre, Sarkozy a reçu la chancelière allemande, Angela Merkel, avant le sommet européen de la fin de semaine qui est censé « garantir l'avenir de l'Europe ». Ils ont proposé d'imposer, « à marche forcée », d'ici « au mois de mars », un « nouveau traité » des 17 membres de la zone euro ou des 27 membres de l'ensemble de l'Union européenne. Ils veulent instaurer une réunion mensuelle des chefs d'État et de gouvernement constituant un prétendu gouvernement économique. Au cœur du projet l'idée de « sanctions automatiques » envers les pays membres de l'UE dont le déficit dépasserait les 3% du PIB, avec en prime, l'instauration d'une « règle d'or renforcée et harmonisée au niveau européen », dont la Cour européenne de justice pourrait vérifier l'application.

Il s'agit d'imposer à chaque État un carcan budgétaire pour mieux exercer la pression des deux puissances dominantes de l'Europe et des banques tant sur les gouvernements que sur les populations afin de les contraindre à appliquer et à accepter des politiques d'austérité que l'on nous promet pour de longues années.

« Depuis plusieurs mois, c'est Mme Merkel qui décide et M. Sarkozy qui suit », a commenté Hollande depuis Berlin où il rencontre le SPD. Sarkozy aurait capitulé selon Martine Aubry. « Daladier à Munich » selon Le Guen ! Ces petites phrases flattant le chauvinisme visent à laisser croire que la gauche libérale aurait une autre politique. Elles contribuent surtout à distiller le poison dont profite Marine Le Pen. C'est, sur le fond, ridicule. Par-delà leurs rivalités, Merkel et Sarkozy sont unis, comme le sont aussi les dirigeants socialistes, pour imposer l'austérité. Écran de fumée aussi, car ces déclarations voudraient masquer l'impuissance de la gauche libérale européenne incapable de prendre le mal à la racine.

Les vraies réponses mûrissent dans les mobilisations qui secouent tous les pays de la vieille Europe pour refuser de nouveaux sacrifices. À travers elles se construit une autre Europe, démocratique, celle des travailleurs et des peuples.

Les élèves de Ruffec n'ont pas digéré les nounours sauce mairie

Sous pression, la municipalité charentaise a mis fin à la mesure qui stigmatisait les enfants dont les parents n'étaient pas à jour de paiement pour la cantine.

Face à l'indignation suscitée par son action, la ville de Ruffec (Charente, 3 716 habitants) a finalement décidé, fin novembre, de stopper l'opération que l'on pourrait baptiser « les nounours de la honte ». Le but de cette action, dans un contexte économique de plus en plus difficile pour les collectivités territoriales – entre autres ! –, était de repérer rapidement la progéniture des mauvais payeurs de cantine. Le principe ? Sur des écrans à usage interne mais visibles par l'ensemble des élèves et du personnel de l'école, un code couleur genant porté par des nounours : un vert en face du nom des demi-pensionnaires dont les parents sont à jour de paiement, un bleu lorsque leur solde s'approche de zéro et un rouge quand ils

n'ont pas réglé la facture. Si c'est pas mignon ! En parallèle à cet affichage, des lettres de rappel étaient envoyées aux mauvais payeurs. L'objectif était de résoudre le problème des impayés – qui s'élevaient à 56 000 euros en janvier 2010. Et selon le maire de la ville et président de la communauté de communes, Bernard Charbonneau (divers gauche), ces mesures ont prouvé leur efficacité, puisque sur 460 enfants, 173 étaient en retard de paiement en 2010, et 62 en 2011. Donc, stigmatiser les enfants pousse les parents à mettre la main au portefeuille... Malin... Mais n'est-ce pas un peu pervers ? Même si la municipalité affiche fièrement sa devise en tête de sa page Internet (mairie-ruffec.fr), « Près de tout, prêt à tout », ne serait-il pas plus intéressant

d'être un peu moins prêt à tout et de s'attaquer aux causes du non-paiement ?

Les parents d'élèves ont dénoncé cette méthode et ont émis deux propositions alternatives pour limiter les impayés : que le règlement de la cantine soit demandé en début de mois et non le 20, et que le tarif soit calculé en fonction du quotient familial.

Plus largement, cet exemple pose la question du rôle des cantines scolaires. Apparemment, dans la pratique, il ne s'agit pas de permettre que chaque enfant ait accès, au moins quatre fois par semaine, à un repas équilibré. L'organisation de la restauration dans les écoles maternelles et primaires est à la seule charge des communes. Et selon l'Association des maires de France, la

participation demandée aux familles couvre entre un quart et un tiers des dépenses. À l'heure de la crise et alors que nombre de compétences ont été transférées de l'État vers les collectivités territoriales, il n'y a pas qu'à Ruffec que les enfants trinquent. Selon lemonde.fr, plusieurs dizaines de communes refusent l'accès de leurs cantines aux enfants de chômeurs, en acceptant en priorité les élèves dont les deux parents travaillent.

Charlotte Dupré

POUTOU 2012

Ouvrier dans l'automobile, candidat anticapitaliste



En campagne

Quatre mesures d'urgence contre la crise !

Les capitalistes ne connaissent que l'austérité pour tenter de sortir de leur crise, aggravant ainsi la pauvreté. Il est urgent de mettre en avant des mesures anticapitalistes.

La panique semble gagner les chancelleries européennes et les sommets financiers. «*Et si l'Euro ne passait pas les fêtes*», s'inquiète Attali. Les banques mondiales sont au chevet des banques européennes. Au nom de la crise de la dette, les «marchés», c'est-à-dire des banquiers, des gestionnaires de fortunes, les patrons de multinationales et de fonds de pensions, exigent toujours plus. C'est maintenant au tour de l'Allemagne d'être «attaquée». Au-delà, c'est une nouvelle phase de la guerre économique que se livrent les puissances impérialistes qui dominent le monde.

La réponse des gouvernements européens, c'est le démantèlement des acquis sociaux, de ce qui reste du «modèle social européen», toujours plus d'austérité. Résultat : la récession menace. En France, plus de 5 millions de personnes sont frappées par le chômage. Près de 9 millions vivent au-dessous du seuil de pauvreté. L'enjeu pour le gouvernement, c'est une baisse du pouvoir d'achat de 15 à 20% pour des millions de salariés pour aligner le coût du travail sur les moyennes du marché mondial de la force de travail. C'est le prix pour assurer la «compétitivité de l'Europe» !

Et que fait Hollande ? Il essaie de donner «un sens à l'austérité». Il recule déjà sur sa timide proposition de création de 60000 postes d'enseignants. Il n'a jamais suscité l'enthousiasme, mais l'électorat populaire sent de plus en plus que le PS prépare, lui aussi, ses plans d'austérité.

Alors oui, il faut chasser Sarkozy, c'est le «minimum syndical», mais il faut, plus que jamais, une alternative à la politique du Parti socialiste, une voie anticapitaliste face à la crise.

Nous proposons d'inverser la tendance, de donner la priorité aux besoins sociaux, la vie avant les profits !

NOUS PROPOSONS 4 MESURES D'URGENCE

1. Un bouclier social contre la crise : augmentation des salaires et des minima sociaux : 300 euros pour toutes et tous ; le Smic à 1 600 euros ! Interdiction des licenciements, relance des services publics par la création massive d'emplois dans l'éducation et la santé, retour à la retraite à 60 ans à taux plein.
2. Un financement de ces mesures qui fait payer les capitalistes. Annulation de la dette et de ses intérêts. Moratoire sur la base d'un audit sous contrôle populaire. Arrêt des cadeaux fiscaux et augmentation des impôts sur les riches et les grandes entreprises.
3. La saisie des banques et leur unification sous contrôle de la population et des travailleurs.
4. La sortie du nucléaire, en développant des énergies renouvelables, en particulier l'éolien, en réorganisant un service public de l'énergie, des transports, de l'habitat par une planification démocratique, sociale et écologique.

Pour appliquer ce programme il ne faut pas hésiter à s'attaquer à la logique du système capitaliste et au pouvoir du patronat et des banquiers. Ces quatre mesures sont les premières qu'appliquera un gouvernement des travailleurs pour servir les intérêts du plus grand nombre. Ce sont les axes de notre campagne mais aussi un programme de lutte contre la crise capitaliste, un programme pour des millions d'indignés qui refusent aujourd'hui l'austérité, qu'elle soit de droite ou de gauche.

François Sabado

Sarkozy à Toulon : bluff, mensonges et mauvais coups

Un discours de Toulon chasse l'autre. En 2011, les attaques contre les travailleurs ont remplacé la moralisation du capitalisme de 2008.

Il paraît que le criminel revient toujours sur le lieu de son crime, le dicton semble valoir pour l'imposteur ! Trois ans après son discours de 2008 sur la crise, Sarkozy est revenu à Toulon, cette fois pour planter le décor de sa campagne. L'imposteur a changé d'habit. Celui qui promettait alors de «réglementer les banques pour réguler le système», de «remettre à plat tout le système financier et monétaire mondial, comme on le fit à Bretton Woods», de «contrôler les agences de notation», et même de «refonder le capitalisme», a changé son baratin de bateleur. Il nous vend maintenant l'entrée dans «un nouveau cycle». Façon de tourner la page en faisant l'impasse sur son bilan, les promesses démagogiques et la réalité d'une politique qui a fait l'inverse. Cette politique pour sauvegarder le système financier, alimenter la spéculation en laissant les mains libres aux banques comme aux agences de notation est bien la cause de l'explosion de la dette publique. Et, aujourd'hui, l'imposteur, le cœur sur la main, prétend tenir un discours de «vérité» !

Il disserte sur «un cycle de désendettement qui ramènera le balancier de l'économie vers le travail et la production». Qu'est-ce que ce baratin peut bien vouloir dire si ce n'est une politique d'austérité pour réduire la dette en faisant payer le désendettement à la population, aux travailleurs.

«Depuis des décennies, nous

dépendons trop et souvent mal. Cela ne peut plus durer.» La rengaine favorite des riches ! Le peuple dépense trop ! Tous les chiffres sont là pour souligner l'accentuation des inégalités, les milliards distribués aux plus privilégiés, la persistance du chômage de masse, la précarité... Et Sarkozy fait la leçon. Ses ennemis, «la retraite à 60 ans et les 35 heures» !

Il entend remettre en cause la protection sociale et ce qu'il appelle «le système du partage du travail». Ce qu'il nomme ainsi, ce sont simplement les protections qu'il reste aux travailleurs contre les licenciements, aux chômeurs ou la réglementation de la durée du temps de travail.

TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER MOINS

Il annonce la convocation d'un sommet sur l'emploi en janvier pour «lever les freins à la compétitivité française», en clair, baisser le coût du travail en intensifiant la production, produire plus avec moins de salariés et en gagnant moins. Avec en prime, la charge contre les fonctionnaires, «Nous devons continuer à réduire les effectifs de la fonction publique en respectant la règle du non-renouvellement d'un départ sur deux à la retraite».

LES ÉTRANGERS NE ME POSENT PAS PROBLÈME

LES FRANÇAIS D'ORIGINE HONGROISE SI !



Dans le même temps, il se fait le champion de l'Europe germano-française, «l'Allemagne et la France unie, c'est l'Europe toute entière qui est unie et forte», l'Europe des puissants contre les peuples. Et ses adversaires y compris à gauche de tomber dans le piège du chauvinisme. Montebourg dénonce Merkel qui ferait la politique de Bismarck, l'Huma, «la démission nationale», Hollande, les capitulations face «aux injonctions de Berlin»... À défaut de s'en prendre au fond du problème, la gauche se laisse entraîner sur le dangereux terrain du souverainisme dont Marine Le Pen veut se faire la championne. Et c'est bien là le problème, le principal atout de l'imposteur

vient de la tétanie de son principal rival incapable de l'attaquer sur le fond. Ainsi peut-il espérer à nouveau subjugué une partie de l'opinion en flattant les inquiétudes et la peur. «Aujourd'hui la peur est revenue» dit-il pour évoquer ensuite «le chemin emprunté dans le monde dans les années 1930». Flatter les peurs, c'est aussi la démagogie contre les étrangers et les immigrés dont Guéant a fait son cheval de bataille en flattant les préjugés xénophobes et racistes ou le sécuritaire...

Attaques contre les salariés et la population, mensonges et démagogie, manœuvres pour diviser, Sarkozy a planté le cadre de sa campagne.

Yvan Lemaitre

Échos de campagne



Philippe Poutou au Havre

Samedi 3, le NPA havrais tenait sa fête annuelle : débat sur la dette et les Indignados de l'État espagnol animé par Christine Poupin et Didier Germain-Thomas, apéro en chansons, banquet et jazz manouche étaient au programme. Vers 18h30, devant 55 personnes, Philippe Poutou a pris la parole pour présenter ce que sera l'essentiel de la campagne du NPA à l'élection présidentielle. Ce n'était pas la première visite militante de Philippe au Havre, qui avait participé en février dernier à un grand meeting unitaire organisé par l'intersyndicale de lutte, Le Havre de grève, avec ses camarades de Ford. Mais, il intervenait cette fois avec ses «habits» de candidat à la présidentielle : l'accueil havrais,

fraternel et chaleureux, n'a pas failli à sa réputation. C'est d'ailleurs avec quelques-uns des militants syndicalistes que l'essentiel du débat a eu lieu après son intervention. Il y avait consensus sur la critique des directions syndicales, et notamment sur leur responsabilité dans l'échec du mouvement sur les retraites de l'an dernier. Les discussions se sont concentrées autour du sens à donner à sa candidature : en quoi se distingue-t-elle de celle du Front de Gauche ? À quoi peut servir de voter Poutou au premier tour ? Peut-on être unitaire dans les luttes et faire des campagnes électorales séparées ? Autant de questions au cœur du débat...

Correspondant

Échos de campagne

Un candidat ouvrier engagé dans les luttes

Après une visite à Pétroplus où 120 salariés sont menacés de licenciement, Philippe Poutou a participé à l'inauguration de la librairie associative La Brèche, à Rouen.

Philippe était dans l'agglomération rouennaise vendredi 2 décembre avec un emploi du temps bien rempli. Le vendredi midi, il était invité par l'intersyndicale de la raffinerie Pétroplus. Dans cette entreprise, le secteur de production des huiles – c'est-à-dire 120 emplois – est menacé. Pour le moment, le plan social n'a pas été annoncé. Mais les salariés du secteur et, au-delà, de toute la raffinerie, sont inquiets. C'est pourquoi ils tiennent une assemblée générale hebdomadaire à l'entrée de l'entreprise depuis plusieurs semaines. L'intersyndicale, et principalement la CGT, sollicite diverses personnalités politiques, élus, pour obtenir leur soutien... sauf ceux du FN, a bien précisé un représentant syndical en expliquant pourquoi! L'annonce de la venue de Philippe avait été relayée à l'intérieur de l'usine et à l'extérieur la veille par un tract du NPA. Vendredi midi, 200 personnes étaient présentes à l'entrée de la raffinerie ainsi que des journalistes de la presse écrite. L'intervention de Philippe a succédé à celle de plusieurs délégués syndicaux et a été bien accueillie. Il a affirmé sa solidarité avec les salariés disant que l'axe de la bataille nécessaire est «zéro licenciement». Il a évoqué la lutte des entreprises actuellement touchées par des licenciements, celle de M-real où il était venu lors des portes ouvertes, il y a quelques semaines, et de l'indispensable convergence de ces luttes pour gagner. Question d'actualité dans l'agglomération rouennaise, puisque beaucoup d'entreprises sont frappées et particulièrement dans la pétrochimie: suppressions d'emplois à quelques mètres de Pétroplus dans l'usine Total fabriquant aussi des

huiles, la raffinerie de Normandie... Il a parlé des Fralib et de leur plan de reprise par les travailleurs, de la lutte menée durant quatre ans avec ses collègues de Ford Blanquefort contre le plan de fermeture, mis en échec grâce à leur détermination. Un candidat pas comme les autres! Le soir, après une conférence de presse avec France 3, Philippe intervenait dans une réunion publique organisée dans les locaux du NPA de Rouen à l'occasion de l'inauguration de la librairie associative La Brèche. Soirée réussie qui a réuni 150 personnes et s'est terminée dans une bonne ambiance autour d'un buffet froid durant lequel la discussion a pu se poursuivre avec Philippe.

Correspondant



(PHOTO THÈQUE ROUGE/ DR)

Salle pleine pour Philippe à Bayonne

Notre camarade Philippe Poutou n'a pas chômé lors de sa venue dans la capitale du Pays basque Nord. Dès sa descente d'avion, accompagné par Gaël Quirante (membre du comité exécutif du NPA), il a été sollicité pour une interview dans *Sud-Ouest*, puis a enchaîné avec une conférence de presse avec les autres journaux et radios. Dans la foulée, Philippe a participé à une rencontre avec les responsables de l'organisation indépendantiste Batasuna pour un échange de vues sur la situation au sud du Pays basque après les élections du dimanche précédent et la victoire éclatante de la coalition indépendantiste Amairu. Ensuite, Philippe a participé au rassemblement organisé par le Collectif contre les violences sexistes à l'occasion de la Journée internationale contre les violences faites aux femmes, parmi plus de 50 militantEs et sur invitation du collectif. À 20 heures, la salle de la Bourse du travail était pleine

avec 80 personnes. Après un camarade du comité jeune du Béarn, Josu, un camarade du Pays basque Sud a fait un point sur la situation dans l'État espagnol après les élections législatives. Pedro, membre du CPN, militant du NPA Pays basque, a parlé des actions menées localement par le NPA: lutte contre la loi sur les retraites dans le collectif d'associations politiques et syndicales Oldartu, contre la spéculation immobilière et foncière dans le cadre de la campagne «Le Pays basque n'est pas à vendre», pour la gratuité des transports publics sur l'agglomération Biarritz-Anglet-Bayonne ainsi que le combat unitaire contre le mandat d'arrêt européen (MAE) qui menace toujours Aurore Martin et d'autres militants... Philippe a reçu un accueil chaleureux. Des applaudissements nourris ont conclu cette réunion publique réussie qui s'est terminée autour d'un verre.

Sylvie, correspondante Pays basque

Hollande fait les yeux doux à Bayrou

Le candidat socialiste n'hésite pas à solliciter dès aujourd'hui Bayrou pour tenter de s'assurer les votes des électeurs du centre droit.

Sur RMC et BFM TV lundi 28 novembre, la formule était il est vrai alambiquée mais le propos de Hollande était clair: il va être compliqué pour François Bayrou de maintenir la même ligne de neutralité qu'en 2007. Or justement, le candidat socialiste n'a aucune envie de faire la même erreur que Ségolène Royal, des appels du pied au dernier moment qui ressemblent un peu trop à du racolage entre les deux tours. C'est donc dès maintenant qu'il faut en parler: François Bayrou devra se rallier au futur vainqueur des présidentielles, et donc... à François Hollande selon toute vraisemblance. Avec à la clé une participation au futur gouvernement qu'il présidera... Pour Bayrou, il est évidemment urgent d'attendre et d'installer sa candidature avant de miser sur le bon cheval. Et ce n'est pas garanti: l'état de grâce semble s'éloigner pour le candidat

socialiste après les primaires. Mais il ne faut pas non plus fermer la porte. Interrogé sur les mêmes chaînes, l'intéressé s'est empressé de répondre le lendemain: «En tout cas, c'est quelqu'un que je respecte, même si je pense aujourd'hui qu'il est prisonnier d'un programme et d'alliances qui ne peuvent pas répondre aux difficultés du pays».

Cette «danse du ventre des deux Français» pour reprendre l'expression des journalistes n'est évidemment pas à prendre au pied de lettre. Il s'agit en premier lieu pour Hollande de consolider son électorat dont une partie vient du Modem mais qu'il faut amadouer, sait-on jamais... Sans que cette hypothèse ne soit non plus très originale: Mitterrand après les présidentielles de 1988 avait déjà fait l'expérience d'ouvrir son gouvernement à des ministres «centristes» venus de l'UDF.

Mais cela provoque quelques remous à gauche. Les Verts se sont empressés de rappeler que Jospin en 2002 avait perdu pour ne pas s'être déclaré suffisamment «socialiste». En oubliant un peu vite que le récent accord PS-EÉLV (Europe Écologie-Les Verts) pour les législatives a été justement l'occasion pour le PS de ranger aux oubliettes le peu de mesures qui pouvaient sembler de gauche, avec un seul crédo: la réduction des déficits publics.

Le «projet humaniste» du Modem et de Bayrou est certes un vrai programme de droite. Mais par petites touches, François Hollande prend soin de rendre ses propositions chaque jour plus compatibles. Il le fait d'autant mieux qu'il a d'autres raisons qui dépassent les simples calculs politiques: face à l'ampleur de cette crise, il faudra de toute façon assumer jusqu'au bout une politique d'austérité... Ou rompre avec les logiques capitalistes.

Quant à Mélenchon, il s'est évidemment exclamé: le centre ou la vraie gauche, il faut choisir! Aujourd'hui Mélenchon voudrait croire que l'ancienne fracture de 2005 est en train de se reconstituer. C'est évidemment un peu plus compliqué que cela.

Il faudra bien sûr s'opposer aux politiques d'austérité menée par le PS au pouvoir. Mais ce que fera le PS dépendra en réalité assez peu de ses alliances, avec le Modem ou avec le Front de Gauche, ou une partie de celui-ci. Cela dépendra pour l'essentiel de la crise et des exigences de la classe dominante, appelant une réponse qui ne pourra donc pas être pensée uniquement en fonction de l'arc des forces en présence, mais en fonction du contenu et de la nécessité d'une rupture avec les logiques capitalistes.

Jean-François Cabral

Agenda

MEETINGS AVEC PHILIPPE POUTOU

Vendredi 9 décembre, Lille.

Meeting à 19h30 à la mairie de quartier de Lille sud, 83 rue du Faubourg-des-postes (M° Porte-des-postes).

Samedi 10 décembre, Annecy.

Réunion publique à 17 heures, Salle Pierre Lamy, 12 rue de la République.

Jeudi 15 décembre, Reims.

Réunion publique à 18 heures, salle municipale Croix-Rouge, avenue François-Mauriac.

Samedi 14 janvier, Villefranche-de-Rouergue.

Réunion publique



Vendredi 20 janvier, Blois. Réunion publique

Lundi 23 janvier, Poitiers. Réunion publique

Jeudi 26 janvier, Metz. Réunion publique

Vendredi 27 janvier, Marseille. Meeting.

Jeudi 2 février, Strasbourg. Réunion publique

Vendredi 3 février, Besançon. Réunion publique

LA CAMPAGNE DANS LES MÉDIAS

Lundi 12 décembre, LCI à 7 h 45.

Vendredi 16 décembre, Matinale de Canal + à 7 h 45.



À SUIVRE SUR www.poutou2012.org

Presse e EN ÉTAT

D'un côté, la concentration galopante des moyens de production et de diffusion de l'information, les licenciements en cascade et la dégradation des conditions de travail des travailleurs des médias, les pressions exercées à l'encontre de journalistes qui font leur travail d'enquête (Denis Robert, *Mediapart*, etc.). De l'autre, la connivence des grands médias avec les puissants et la mainmise des éditorialistes, journalistes vedettes et autres « experts » faisant la pluie et le beau temps dans leurs colonnes comme sur les plateaux de télévision. Les effets de l'offensive capitaliste sur les médias se font plus que jamais ressentir, entre invisibilisation des révoltes, légitimation du système et stigmatisation du mouvement social. Loin de garantir le droit pour toutEs à informer et à être informéEs, les médias dominants servent de garde-fou à la bourgeoisie contre la colère des exploités, entretenant l'illusion du pluralisme pour mieux défendre l'ordre existant.

En limitant la représentation et l'expression de tous ceux qui contestent la politique du gouvernement, en confisquant la parole des travailleurs, en stigmatisant les habitants des quartiers populaires et en assimilant la jeunesse à une classe dangereuse, ils participent à démobiliser notre camp social. Force est de constater que ni le paysage audiovisuel ni la presse d'information ne nous laissent l'espace suffisant pour faire connaître largement notre parti, nos idées. Pour faire entendre la voix des victimes de la crise, il faudra briser le quasi-monopole de l'information qui s'exerce et garantir des moyens d'expression spécifiques et indépendants. Il faudra une réappropriation populaire des médias. C'est le projet que le NPA porte dans les luttes et que nous entendons faire connaître à travers les élections !

Ce dossier a été écrit par la commission médias du NPA, qui regroupe des journalistes, des salariés des industries graphiques et des camarades qui s'intéressent à la critique des médias.
Pour nous contacter : npa.medias@gmail.com

État des lieux de la concentration des médias en France

Dans la presse magazine, quatre groupes dominent le marché : Hachette Filipacchi Médias (propriété de Lagardère et qui constitue le premier éditeur mondial de magazines, avec notamment en France *Elle*, *Télé 7 jours*, *Entrevue*, *Choc*, *le Journal de Mickey*, etc.), Prisma-Press (filiale de la multinationale allemande Bertelsmann, qui possède *Géo*, *Capital*, *Télé Loisirs*, *VSD*, *Voici*, *Gala*, *Femme actuelle*, etc.), Mondadori France (filiale du groupe italien Mondadori qui a racheté EMAP en 2006, et qui possède notamment *Auto Plus*, *Télé Poche*, *Science et Vie*, etc.), et à un degré moindre le groupe Bayard Presse (qui possède notamment des magazines éducatifs).

Dans la presse hebdomadaire, on trouve le plus gros groupe de presse belge Roularta (*l'Express*, *l'Expansion*, *l'Étudiant*, *Lire* ou encore *Studio Ciné Live*), le groupe Artémis, propriété de François Pinault (*le Point*) et le groupe Perdriel (*le Nouvel Obs*, *Sciences et Avenir* et *Challenges*).

Dans la presse quotidienne, le paysage est un peu plus diversifié. Le groupe Hersant Médias (très présent dans la presse quotidienne régionale), le groupe Amaury (avec *l'Équipe* et *le Parisien*, mais le groupe Lagardère possède 25% du capital du groupe Amaury), la Socpresse (propriété de Dassault, avec le groupe Figaro), le groupe La Vie-Le Monde (qui édite *le Monde*, mais aussi *Télérama*, *Courrier international* ou *le Monde diplo*), le groupe Ouest-France (qui détient plusieurs journaux régionaux mais aussi le journal gratuit *20 minutes*), on retrouve le groupe Bolloré (*Direct matin*), le groupe Bayard Presse (*la Croix*) et enfin la holding de Rothschild (*Libération*). Concernant la radio, on trouve pour l'essentiel quatre

groupes : là encore le groupe Lagardère (avec Europe 1, Europe 2, RFM, Virgin Radio, etc.), de nouveau le groupe Bertelsmann (qui possède le groupe RTL, c'est-à-dire les chaînes RTL, RTL2 et Fun Radio), le groupe NRJ (propriétaire non seulement de NRJ mais aussi Nostalgie, Chérie FM ou Rires et chansons), et puis enfin Radio France (entreprise publique qui rassemble notamment France inter, France info, France culture ou le Mouv').

Quant à la télévision, on compte à peine quatre grands acteurs : Bouygues (avec évidemment le groupe TF1, qui possède aussi TMC, LCI, NT1, Eurosport, la chaîne Histoire, Série Club, etc.), le groupe Bertelsmann (qui, à travers le groupe RTL possède M6, W9, Paris Première, Téva, les quatre chaînes musicales de M6, etc.), le groupe Canal+ (possédé par Vivendi, avec - outre la chaîne Canal+ - les chaînes I-Télé, Sport+, Comédie, Infosport, Jimmy ou encore Cuisine TV), et enfin le groupe public France Télévisions (France 2, France 3, France 4, France 5 et France Ô).

Dix-neuf groupes privés et deux groupes publics contrôlent donc l'essentiel des grands médias en France. Parmi eux, les groupes Bertelsmann et Lagardère apparaissent ultra dominants. Il faut aussi rappeler que Lagardère est propriétaire du groupe Hachette Livre qui contrôle une grande partie du secteur de la distribution (magasins Relay ou Relay H) et de l'édition (Armand Colin, Fayard, Stock, etc.). Mais cette concentration se retrouve aussi à travers les participations croisées qui font, par exemple, que Lagardère détient 25% du groupe Amaury ou que *Direct matin* est possédé par Bolloré et le groupe *le Monde*.

Quelles résistances ?

Face aux restructurations permanentes, à la mainmise du pouvoir sur l'information dans les médias publics, journalistes et des autres salariés des entreprises de presse et de l'audiovisuel, quelles sont les réactions de

Ces dernières années, comme partout, nous avons vu peu de luttes et de grèves offensives. Le dos au mur, les salariés des médias ne font que réagir aux attaques du patronat ou du gouvernement. Selon un mécanisme bien connu, chaque vente de tout ou partie d'un groupe médiatique conduit à la recherche d'économies drastiques, à réaliser de préférence sur la masse salariale, qui représente encore une grande partie des « coûts ». Avant et après la vente, on « dégraisse ». Du coup, les rédactions, déjà fragilisées, sont obligées de travailler à effectifs réduits, pour produire la même quantité d'informations, voire plus, en un minimum de temps. Aujourd'hui, on est sommé de travailler pour son titre principal ou sa chaîne de référence, puis de retravailler son sujet pour le site web et/ou une autre chaîne du « groupe », de préférence gratuitement. Rédacteurs, photographes, reporters d'images, secrétaires de rédaction ou graphistes sont toutes et tous logés à la même enseigne. Au final, la vérification de l'information n'est souvent plus qu'un supplément d'âme, chacun étant renvoyé à son « éthique » personnelle, surtout quand il court la pigne pour un salaire de misère. Même si l'on n'a aucune illusion sur le rôle joué par les médias dans un système capitaliste, la dégradation saute aux yeux, d'autant que la presse ouvrière a quasiment disparu et ne joue plus son rôle de contrepoids, voire de contre-pouvoir.

Pourtant, les salariés des médias sont encore nombreux à lutter, au jour le jour, contre les restructurations et les licenciements officiels ou larvés (RFI-France 24,

France Télévisions, *le Parisien*, imprimerie du Monde, etc.) et pour préserver une certaine qualité de l'information. Le cas de l'Agence France presse (AFP) est révélateur des capacités de résistance de journalistes et d'autres catégories, qui ont su mettre en échec les plans visant à changer le statut de l'AFP (qui prévoit son indépendance par rapport aux médias privés et à l'État). Depuis une quinzaine d'années, les gouvernements successifs ont tenté de passer en force, nommant des PDG qui sont rarement restés plus de deux ans à la tête de l'entreprise. Le dernier en date, Emmanuel Hoog, a subi, en septembre dernier, une motion de défiance votée par plus de 88% des salariés, qui demandait « instamment au PDG d'en finir avec ses manœuvres indignes dirigées contre l'Agence et ses salariés, et de renoncer à promouvoir ce projet de changement de statut proposé par le sénateur UMP Legendre, qui comporte de lourdes menaces pour la survie, l'indépendance et l'image de l'agence dans le monde entier ». À l'heure où les groupes multimédias manquent de contenus pour remplir leurs tuyaux, le gisement d'informations collectées au jour le jour par l'AFP attise toujours la convoitise. Grâce à la combativité des salariés, qui ont su populariser leur lutte et obtenir un soutien très large, l'opération n'a pas abouti, l'arrivée d'une majorité de gauche au Sénat ayant aidé le tandem Hoog-Legendre à remballer son projet...

Sur le front de l'audiovisuel public, si les journalistes et techniciens de France Télévisions ont pu faire reculer partiellement la tutelle (le gouvernement), le plan de réduction des coûts se poursuit, et les acquis sont lentement grignotés. Le nouvel accord collectif des journalistes, signé par le SNJ autonome, la CFDT et FO, et dénoncé par le syndicat des journalistes CGT, revoit



t médias DE CRISE



(PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB)

s et privés, à la précarisation galopante des salariés et des syndicats censés les représenter ?

notamment les salaires à la baisse. C'est peut-être un signe de prise de conscience des dégâts provoqués par la précarité, les luttes communes des précaires et des permanents se développent. À l'AFP, au Monde, dans l'audiovisuel public, dans les sites Internet de médias ou certains magazines, l'exigence d'intégration des CDD et des pigistes gagne du terrain. En revanche, les plans de licenciement de ces dernières années ont abouti à des pertes sèches d'emploi, qui ne sont pas compensées, dans les rédactions et les imprimeries. Résultat : pour la première fois l'an dernier, le nombre de journalistes ayant la carte professionnelle a diminué en France.

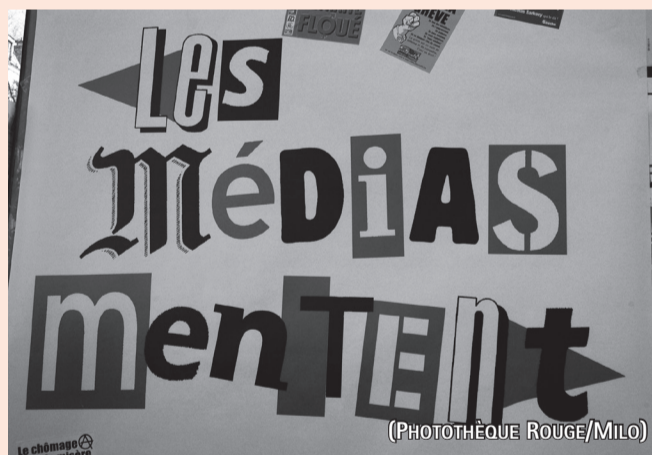


(PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB)

Pour un programme anticapitaliste sur la question des médias

La commission « Médias » du NPA a travaillé sur des propositions programmatiques concernant les médias, dans l'optique de la campagne présidentielle. La question du rôle des médias et de leur mise en coupe réglée par les classes dominantes est rarement traitée, pour ne pas dire jamais, lors de ces campagnes dont les thèmes sont largement imposés par le pouvoir, avec l'assentiment de médias dociles.

Pour la campagne de 2012, le Parti socialiste et le Front de Gauche ont déjà présenté leurs propositions sur la question des médias. Le projet du PS dérive clairement de son renoncement à s'attaquer au capitalisme. Si on y trouve de belles promesses comme « replacer l'impératif éthique au cœur du fonctionnement des médias, garantir leur indépendance éditoriale et le respect effectif du pluralisme, préserver la qualité et la diversité des programmes dans l'audiovisuel public », ou encore « face à l'aggravation des risques de monopole, nous renforcerons les règles anti-concentration dans le domaine des médias » (règles que le PS s'est bien gardé de renforcer quand il était au pouvoir), on n'y décèle aucune proposition qui permettrait de s'attaquer aux racines du problème et de changer les choses. Quant au Front de Gauche, il propose « une loi contre les concentrations dans les médias » ou la création « d'un Conseil national des médias », mais rien en revanche sur le statut de TF1, le financement de l'audiovisuel public ou le statut de l'AFP. Dans cette situation, le NPA doit faire valoir ses propositions anticapitalistes sur la question des médias, qui s'articule avec la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société.



(PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO)

Le secteur public, en bonne partie dénaturé par des années de politiques libérales ou sociales-libérales, doit être complètement repensé et libéré des logiques capitalistes. Ce pôle public des médias, qui englobera toute la chaîne de production, doit devenir un véritable service public. Dans l'audiovisuel, toute la production réintégrera les chaînes publiques (voir plus bas). Le financement de ce secteur public se fera grâce à la redevance (qui sera augmentée et deviendra progressive), et à la réorientation des aides à la presse qui seront supprimées pour les médias privés. Quant à l'AFP, le statut garantissant sa totale indépendance doit être garanti, ainsi qu'un financement pérenne et la titularisation de tous les précaires.

En presse écrite, l'outil industriel sera développé grâce à des centres d'impression sur tout le territoire, et les journaux seront diffusés à un prix modique par le biais d'un service public de messagerie, un réel statut de porteur de presse ou kiosquier, ou encore la renationalisation de la poste. Un secteur privé sera laissé à la libre initiative d'individus qui ne pourront pas détenir plus d'un titre, ou de groupes d'intérêts politiques, syndicaux, sociaux, culturels, sportifs, etc. Les partis politiques seront aussi subventionnés pour la création de journaux d'opinion quotidiens qui permettront un véritable pluralisme politique.

Le secteur privé qui subsistera n'aura rien à voir avec le paysage actuel. Des lois anti-concentration drastiques seront appliquées : outre la définition d'un seuil de concentration capitaliste, ainsi que d'audience ou de diffusion, un seul titre ou canal pourra être possédé par une personne ou un groupe de personnes. Les entreprises

bénéficiant des commandes publiques, comme aujourd'hui Dassault ou Lagardère, ne pourront, même indirectement, détenir des médias. Pour les salariés, un droit de veto sera mis en place sur l'entrée au capital ou l'orientation rédactionnelle : les médias seront ainsi mis sous contrôle des salariés et des usagers. Une mesure phare, devant être mise en œuvre immédiatement, consiste dans la renationalisation de TF1 dont la concession, obtenue par la droite en 1987 et jamais remise en cause (bien que le groupe Bouygues n'ait jamais respecté le cahier des charges), a été renouvelée jusqu'à 2022. Nous nous opposerons aussi à toute privatisation des médias et infrastructures de télécommunications et renationaliserons France Télécom.

Dans l'audiovisuel, la production reviendra sous contrôle public avec l'abolition des décrets Tasca, qui privent la télé publique de la maîtrise de ses programmes. Le financement publicitaire, d'abord limité, disparaîtra complètement, en lien avec une politique économique plus globale fondée sur la logique des besoins. Enfin, le droit d'expression pluraliste de toutes les composantes de la société – en premier lieu partis, syndicats et associations – deviendra la règle.

Pour Internet, la commission médias du NPA propose en premier lieu d'abolir les lois Hadopi liberticides pour mettre en place une licence globale et la reconnaissance du travail des journalistes et des artistes. Une taxation des grands groupes multimédias servira à financer autrement une culture non soumise à la logique des profits. La renationalisation de France Télécom permettra de mettre en place une politique garantissant ce qu'on appelle la « neutralité du Net », c'est-à-dire le principe d'une égalité de traitement de l'ensemble des flux de données sur Internet. Et seul un service public de l'Internet pourra par exemple mettre des outils de publication à la disposition des associations, des partis politiques, mais aussi de travailleurs en lutte ou de populations n'ayant jamais accès à la parole publique. Un tel service public permettra par ailleurs de financer, selon des logiques échappant aux impératifs de rentabilité à court terme, la production/diffusion de contenus culturels sous forme multimédia.

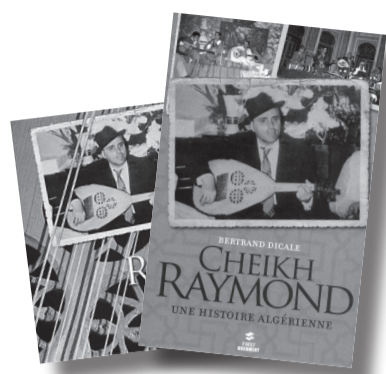
La question du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) est centrale pour une critique radicale des médias. Le CSA, sous sa forme actuelle, doit tout simplement être supprimé. Ce conseil non démocratique et aux prérogatives limitées sera remplacé par un organisme démocratique de régulation des médias, décliné au niveau régional. Il pourrait être composé de la manière suivante : une représentation des élus qui pourra être proportionnelle aux résultats électoraux, une représentation des salariés et une représentation des usagers. Cet organisme aura des pouvoirs très importants comme la répartition du financement des médias, le contrôle du pluralisme, des mesures d'audiences et de diffusion ou encore de la publicité.

Le travail précaire, très répandu dans les médias, sera aboli grâce à une mesure simple et efficace qui se retrouve dans notre programme : tous les contrats précaires doivent être requalifiés en CDI, qui doit devenir la norme et posera les conditions d'un travail sans pression financière ou politique. Par ailleurs, les chartes de journalistes doivent être intégrées à la convention collective et les rédactions doivent être dotées d'un statut juridique. Enfin, les écoles de journalisme doivent être intégrées au sein de l'Université pour une formation critique et de qualité, non soumise aux besoins des grands groupes de la presse privée.

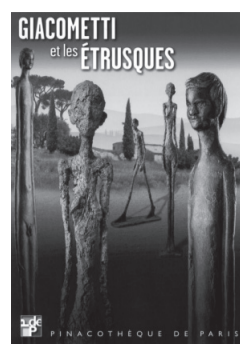
Ces propositions sont une ébauche de programme pour des médias anticapitalistes. Certaines peuvent être mises en place dans la société actuelle, mais dans un contexte de mobilisations sociales très fortes qui permettraient aux travailleurs de reprendre la main sur la production de l'information et la gestion des médias. D'autres sont en revanche à articuler avec la question du socialisme et de ce que nous ferons collectivement de notre société. Enfin, ces propositions, fruit de notre travail d'élaboration, doivent ouvrir le débat au sein du NPA et dans le reste de la gauche radicale sur les luttes à mener contre un système médiatique décidé au service du capital.



www.greenpeace.fr/nucleaire/ppi
Ce lien, émanant de Greenpeace, n'est pas à mettre entre les mains des plus angoissés! En effet, cet outil interactif permet à chacun d'entre nous de connaître les risques d'accident nucléaire existant à proximité de nos lieux de vie. Cette application localise les centrales nucléaires les plus proches et visualise dans la foulée l'étendue de la contamination en cas d'accident. La prise de conscience est immédiate puisque les zones de sécurité prévues par nos autorités sont loin d'être suffisantes. Sachez qu'à moins d'habiter en Corse, vous êtes susceptibles de connaître les joies d'une retombée radioactive! À vous de le vérifier sur le site...



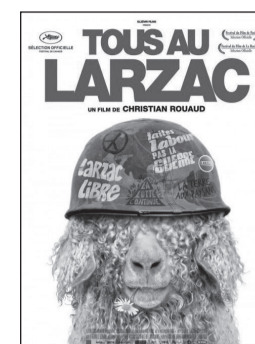
MUSIQUES
ANTHOLOGIE
Cheikh Raymond
Universal Jazz
CHEIKH RAYMOND, Une histoire algérienne
Bertrand Dicale
First éditions
Il n'a peut-être jamais été aussi urgent de se souvenir du destin tragique de Raymond Leyris, dénommé avec respect Cheikh Raymond, assassiné le 22 juin 1961 dans une rue de Constantine par le FLN. Ce musicien s'épuisa en son temps à conjurer l'inévitable en perpétuant la tradition du Malouf. Une musique arabo-andalouse, plusieurs fois centenaire, née d'un mariage de cultures en Andalousie, servie par des artistes qui élevaient la civilisation commune au-dessus de l'appartenance religieuse ou ethnique. Cet héritage partagé est aujourd'hui redécouvert de part et d'autre des lignes de fracture que certains veulent enflammer. Une anthologie impeccable et un livre passionnant de Bertrand Dicale (auteur également du livret érudit du coffret CD) donnent enfin la mesure de ce que nous avons perdu et de ce que nous pouvons encore sauver.
King Martov



EXPOS
GIACOMETTI ET LES ÉTRUSQUES
Pinacothèque de Paris, jusqu'au 8 janvier 2012
L'influence sur les dernières œuvres d'Alberto Giacometti (1901-1966) de l'art étrusque, objet d'une exposition présentée au Louvre en 1955, «révélation» qui lui aurait apporté un «bouleversement considérable», la thèse laisse passablement sceptique. Le sculpteur s'étant intéressé dès les années 1920 aux arts non classiques, préhistoriques ou extra-européens, il y en a peu qu'il ait ignorés comme le montrent ses notes et dessins (jadis exposés à Beaubourg et représentés ici dans quelques vitrines), et d'autres figurines filiformes (celtiques, ibériques, etc.) ont pu le frapper bien avant la «révélation» des Étrusques, ou même l'apparition en 1946 de ses premières sculptures longilignes de la série de *'l'Homme qui marche'*. L'intérêt de l'exposition tient à l'abondance des objets réunis (environ 150 pièces étrusques, une trentaine pour Giacometti) qu'il est exceptionnel de voir présentés à Paris.
Gilles Bounoure



LIVRES
LES INROCKUPTIBLES : 25 ans d'insoumission
Flammarion
L'histoire d'un magazine musical s'avère toujours difficile à écrire. Surtout une quasi-institution comme *les Inrocks*, à l'heure où la presse semble condamnée, à plus ou moins longue échéance. Il est aisé d'en dresser le panorama des modèles, des influences, des passions, les héros. On pourrait également présenter ses fondateurs, son évolution, les éventuelles trahisons du projet originel. Bref, les mues successives et éditoriales d'un fanzine fondé par des passionnés qui voulaient faire (re)connaître au public français des artistes rock (The Smiths ou The Buzzcocks), à coup d'interviews fleuves, bien avant qu'Internet ne permette à chacun de tout savoir et entendre d'un clic. Cet ouvrage nous épargne ce genre de jugement en nous laissant apprécier sur pièces, en grand format et belles photos, année par année, avec une sélection d'articles et de chroniques. S'y déroule la lente ouverture vers le hip-hop, l'électro puis la littérature, le cinéma et bien sûr la politique.
K. M.



MUSIQUES
TOUS AU LARZAC
Christian Rouaud
Été 1973 : Guy et Marizette Tarlier, les époux Burguière, Léon Maillé, de vaillants paysans du plateau et leurs brebis. On met les brebis sous la Tour Eiffel, on jeûne avec le yogi Lanza Del Vasto. Avec Bernard Lambert (créateur du syndicat Paysans travailleurs, ex Confédération paysanne), le paysan est redevenu un travailleur : manifs locales, régionales, nationales, les tracteurs et les brebis font face aux chars. En été 1974, les policiers déguisés en hippies jettent des pierres sur Mitterrand. Les vrais hippies, eux, se transforment en maçons. Les vieux paysans et les nouveaux (dont José Bové) établissent une règle entre eux : contre la division, la menace armée et les sirènes financières, il faut mieux que l'unité : l'unanimité! Un seul flanche et la lutte est fichue! C'était hier et ça devrait être aujourd'hui!
Sylvain Chardon

l'essai

GRANDES DAMES

DES LETTRES

MICHEL LEQUENNE
Syllepse éditions
280 pages
22 euros



Notre camarade Michel Lequenne vient de sortir un nouveau livre, *Grandes Dames des lettres*. Il s'agit de présenter l'apport féminin à la littérature de l'antiquité au XVIII^e siècle. Un second tome abordera la période suivante. La démarche de l'auteur est radicalement féministe. Son propos est de sortir de l'oubli ces écrivaines que leur siècle et les suivants nièrent, occultèrent, insultèrent dans le meilleur des cas. Michel nous présente ces grandes dames, reconstitue leur œuvre qu'il replace dans leur contexte historique. La sensibilité de l'auteur, sa qualité d'écriture, son enthousiasme, sa connaissance encyclopédique du sujet traité, nous font partager ses émotions, rager devant l'injustice, le mépris, le déni d'intelligence si commun à travers les siècles (millénaires). La fin du volume est constituée d'une sociologie historique de la littérature féminine. On l'aurait peut-être vue placée en tête, en introduction, et non à la fin en annexe. Incontestablement un grand livre d'analyse marxiste de la littérature. Ce livre comble un manque, dont nous ne prenons conscience qu'en découvrant à quel point nous sommes ignorants de ces noms et œuvres et à quel point l'oppression de genre, siècle après siècle, continue de suinter. C'est vertigineux.

Librairie La Brèche

Michel Lequenne présentera son livre *Grandes dames des lettres* le vendredi 16 décembre 2011 dès 18 heures, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine Paris 12^e.

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

SPECTACLE **La révolution au menu**

Découvrez *Paroles de mutins*, le nouveau dîner-spectacle de la compagnie Jolie Môme, qui interprète également la pièce *Faut pas payer jusqu'au 18 décembre*.

Hissez le drapeau rouge, revoilà la compagnie Jolie Môme qui présente «un spectacle pour tous les insoumis, les damnés de la mer, les pirates!» Ici, toutes les tables portent des noms de révolutionnaires, le dîner est préparé par les copains bénévoles et il est servi par les acteurs en costumes de scène. On mange copieusement, et il y a toujours quelqu'un que l'on a déjà croisé en manif! En pleine période marquée par les plans d'austérité des gouvernements européens, à l'heure des catastrophes écologiques et de la prolifération du nucléaire, alors qu'on assiste à la montée du racisme, des discriminations, de genre, de race, le sixième CD et le nouveau spectacle de la compagnie Jolie Môme sont placés sous le signe de la mutinerie, de la désobéissance et de la résistance. «L'indignation c'est bien, la révolte c'est mieux», c'est la tonalité de ce spectacle de chansons populaires et engagées, où l'on passe de *la Chanson de Craonne*, interdite en France jusqu'en 1974, à *l'Hymne des femmes*, d'un hommage aux insurgés de Oaxaca au Mexique à une reprise pour le moins originale de la chanson de Duval MC *Si tu vois le Père Noël*. Les Jolie Môme font chanter la révolution sur fond de jazz, de fanfare, ils sont acteurs, danseurs, mimes mais avant tout militants. Contre la dette que l'on voudrait nous faire payer, contre la fermeture des services publics, pour des solutions rouges aux problèmes verts : les paroles sont engagées, les rythmes sont festifs et l'on est étonné de voir se dégager autant d'énergie sur scène.

À chaque spectacle, les luttes s'invitent à la Belle Étoile, une «guest star» façon Jolie Môme : syndicaliste, militant politique ou associatif, journaliste indépendant... Ce soir-là c'est Jean-Pierre Mercier, délégué syndical chez PSA Aulnay et militant chez Lutte ouvrière, qui vient raconter comment PSA, après s'être enrichi grâce aux subventions de l'État, prépare un grand plan de licenciements avec fermeture de site dès janvier 2012. Mais la compagnie s'invite aussi dans les luttes et soutient régulièrement les piquets de grève, les procès des ouvriers, animant musicalement les résistances populaires. Elle a, par exemple, accompagné de nombreuses fois les salariés de Continental au tribunal.

Chaque année, Jolie Môme participe à de nombreux festivals et parcourt la France pour des moments inoubliables de théâtre de rue. La compagnie organise aussi son festival «La Belle Rouge» à Saint-Amant-Roche-Savine (Puy-de-Dôme) en juillet. On ressort des spectacles de la compagnie Jolie Môme comme d'une manif : revigoré, regonflé et prêt à continuer la lutte contre le capitalisme, parce que «vivre vieux c'est bien, mais vivre bien c'est mieux! Parole de mutin!» À noter que la compagnie reprend aussi une pièce de Dario Fo, *Faut pas payer*, jusqu'au 18 décembre.
Linda Sehili



ELECTIONS MAROCAINES



MAROC

Élections pour contenir l'élan des mobilisations populaires

Depuis le début des années 1990, la terre a commencé à trembler sous les pieds de la dictature du fait des conséquences des politiques néolibérales de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international qui ont entraîné des formes de protestations populaires sans précédent.

La vague révolutionnaire que connaît le Maroc depuis le début de l'année a joué un rôle de catalyseur de ce mouvement de lutte sociale. Les masses populaires descendent par dizaines de milliers dans les rues à côté des jeunes diplômés chômeurs quotidiennement mobilisés. Les petits agriculteurs sortent de leur silence historique dans quelques régions. Le fait marquant dans ce nouveau contexte de lutte, c'est l'apparition du Mouvement du 20 Février (M20) avec ses revendications politiques et ses manifestations qui se sont poursuivies sans relâche depuis plus de neuf mois, malgré la répression et les manœuvres du régime. Afin de détourner les revendications démocratiques du mouvement, le régime a procédé au renouvellement formel de sa Constitution dont le référendum a été boycotté par plus de la moitié des Marocains, et l'organisation des élections pour le renouvellement de sa façade parlementaire. Le M20, la gauche radicale, une partie de la gauche réformiste et la mouvance islamiste Justice et Bienfaisance ont appelé au boycott des élections. Cette position était déjà visible au sein de la population dans les précédentes échéances électorales, notamment celle de 2007 avec un taux de participation officiel qui ne dépassait guère 37%. Contrairement au résultat trompeur d'un taux de participation de 45% annoncé par le régime pour ces élections du 25 novembre,

le taux réel, en utilisant les chiffres officiels, est de 21%. En effet, le nombre des Marocains en âge de voter est de 21 millions, celui d'inscrits de 13,5 millions. Le nombre de votants est de 6,1 millions et celui des bulletins nuls 1,6 million. Il est clair pour tout le monde que le pouvoir tient à favoriser le Parti de la justice et du développement (PJD), un parti islamiste modéré, qu'il a créé en 1996 pour contrecarrer l'influence de la mouvance islamiste radicale. Le PJD a finalement gagné 107 sièges sur un total de 395. C'est une preuve que le régime joue ses dernières cartes de choix des partis politiques. Le roi Hassan II a déjà utilisé la carte de l'USFP, qui dominait la scène des luttes notamment syndicales par le biais de la Confédération démocratique du travail (CDT) et avec une longue histoire d'opposition, pour sauver son régime de « la crise cardiaque » et garantir une transition tranquille. Le choix du PJD répond à une nécessité politique de changer un peu les figures des anciens partis de soutien largement discrédités, d'apparaître en parfaite harmonie avec la percée électorale des mouvements islamistes dans les processus électoraux en cours dans la région arabe, de prétendre suivre l'élan démocratique en cours, et de dire aux centres impérialistes que le Maroc est en train de réussir le changement conduit par le roi et sa nouvelle constitution. Mais le régime ne peut pas contrôler la

situation explosive en utilisant le PJD, qui n'a pas d'enracinement sur la scène de lutte et s'est contenté d'un charlatanisme moral creux, sans jamais s'opposer aux politiques néolibérales et aux institutions financières internationales qui sapent la souveraineté du pays, détruisent les acquis et augmentent la pauvreté. Tout le mécanisme politique par lequel le pouvoir essaye de camoufler sa nature despotique est en train de perdre profondément sa légitimité aux yeux des masses populaires qui ont exprimé leur refus par un taux d'abstention élevé, et par les grandes marches du 20 novembre (cinq jours avant les élections) dans près de 70 villes et villages à l'appel du M20, et celles du 27 novembre (deux jours après). Cette grande mobilisation est qualitative et vraiment historique au Maroc. Elle constitue une première étape sur le chemin d'un changement radical des institutions du roi. Le devoir des révolutionnaires est de continuer le combat pour le renforcement du mouvement de lutte pour la démocratie et la justice sociale en élargissant la base du M20 par une participation active du mouvement syndical, des jeunes étudiants et élèves, des diplômés chômeurs et des catégories sociales paupérisées en lutte dans les quartiers populaires et les régions marginalisées.

Ziyad (Courant Al Mounadil-a), le 30 novembre

Ça bouge dans les pays du Golfe

Il y a de la vie dans le... désert politique. Les pays du Golfe sont, tous, gouvernés par des monarchies plus ou moins réactionnaires voire ultra-réactionnaires. Néanmoins, dans la plupart d'entre elles, il y a eu relativement peu de mouvement depuis le début de l'année, alors que d'autres pays arabes ont vécu d'intenses processus politiques et sociaux. L'une des raisons principales réside dans le fait qu'une partie non négligeable de la population des pays du Golfe vit toujours dans des situations matérielles relativement confortables, grâce aux revenus du pétrole et une main-d'œuvre immigrée surexploitée et parfois quasiment réduite en esclavage. Deux pays de la région avaient néanmoins vécu un bouillonnement politique et social au cours du Printemps arabe de 2011, le Bahreïn – pays dont les ressources pétrolières sont déjà en cours d'épuisement et où beaucoup de salaires sont faibles – et le sultanat d'Oman. Dans les autres monarchies du Golfe, c'est souvent un mélange entre une répression dure et des moyens financiers considérables, utilisés par les régimes pour « acheter la paix sociale », qui a endigué la contestation. Depuis quelque temps, il y a néanmoins une remontée des luttes et des protestations dans plusieurs de ces pays. En Arabie saoudite même, la contestation s'est fortement exprimée ces dernières semaines dans des régions à majorité chiite, situées dans l'est du pays. Les motifs du mécontentement ne résident pas dans des questions d'ordre confessionnel ou théologique, mais sont surtout liés à la discrimination que vit la minorité chiite dans ce royaume ultra-réactionnaire. Sa doctrine d'État, se revendiquant de l'islam wahhabite, est particulièrement rétrograde et intolérante. Déjà au mois d'avril puis en octobre, des manifestations avaient lieu dans l'est de l'Arabie saoudite, à la suite de l'arrestation de jeunes chiites mais aussi d'écrivains et de militants des droits de l'homme.

Dimanche 20 novembre, un jeune homme de dix-neuf ans a été tué par la police, dans le district de Qatif, à proximité d'un barrage de contrôle. Cela a déclenché une manifestation de protestation, le lendemain, au cours de laquelle au moins un participant a été tué par balle. Les manifestations ont alors pris plus d'ampleur. Mercredi 23 novembre, quatre personnes ont trouvé la mort : deux manifestants à Chouika, et deux personnes lors des funérailles de ces derniers, dont la mort avait provoqué des échanges de tirs avec la police. Sept civils et deux policiers, au moins, ont par ailleurs été blessés. Au Koweït, où de premières manifestations massives contre le gaspillage de l'argent par la monarchie régnante et la corruption ont eu lieu dès le mois de mars puis en juin, un pic de tension a été enregistré fin novembre. La crise politique s'est envenimée depuis septembre, quand des poursuites pénales ont été ouvertes contre quinze députés soupçonnés d'avoir détourné à eux seuls 350 millions de dollars. Mercredi 16 novembre, une foule compacte de manifestants avait envahi le Parlement. Le 21 novembre, des milliers de personnes ont manifesté de nouveau à Koweït City, pour demander la démission du gouvernement et la dissolution du Parlement. L'émir régnant, Sabah al-Ahmad al-Sabah, a déclaré dans une interview qu'il refusait de le faire « sous la pression de l'opposition ». Depuis, il a dû céder. Le gouvernement a ainsi démissionné le 28 novembre, et le mardi 6 décembre, l'émir a fini par dissoudre le Parlement, ouvrant la voie à une nouvelle élection.

Bertold du Ryon

en brèves...

Grèce : soutenons les mobilisations ! Jeudi 1^{er} décembre avait lieu une nouvelle grève générale à l'appel de GSEE (confédération du privé) et ADEDY (fédération du public). Si la mobilisation a été assez forte (20 000 personnes au moins à Athènes, et manif dans plusieurs autres villes, dont Salonique), elle était bien moindre que les 19 et 20 octobre, ce qui témoigne non pas d'un état de grâce pour le nouveau gouvernement d'union nationale, mais d'un certain désarroi quant aux perspectives. Pour autant, la combativité est visible dans les luttes quotidiennes : 34^e jour de grève à l'usine Halyvourgia (dans la banlieue d'Athènes), contre 50 licenciements et des tentatives de réduction des salaires. Cette lutte, qui reçoit un grand soutien de la population et qui a pris une dimension nationale, a besoin de notre solidarité, de même que celle engagée chez DOL Lambrakis,

un des rares secteurs de la presse où les travailleurs ont réussi, grâce à leurs luttes bien organisées, à résister aux licenciements, même si tous n'ont pu être évités. Là aussi, le patron veut désormais imposer la baisse des rémunérations. Par ailleurs, la colère populaire contre la présence de fascistes au gouvernement s'est traduite à Mytilène la semaine passée par la fuite à deux reprises d'un secrétaire d'État, membre du groupe Laos, chassé à coup d'oranges et de yaourts par les jeunes et les travailleurs. Pour qu'elles aboutissent, ces luttes ont besoin de toute notre solidarité !

Accentuer la pression pour la libération de Salah Hamouri. Ainsi, Salah Hamouri restera en prison, alors qu'il était libérable le 28 novembre, après avoir purgé une peine de six ans, huit mois et quinze jours. Ni la campagne internationale

ni les diverses pressions n'ont réussi à faire céder l'État sioniste. Le cynisme des autorités sionistes est absolu : depuis la libération de 1 027 prisonniers palestiniens, échangés contre Guilat Shalit, soldat de l'armée d'occupation capturé par la résistance palestinienne, les prisons israéliennes ne sont plus surpeuplées, et les détenus peuvent donc accomplir l'intégralité de leur peine. Salah sera donc libéré, en principe, le 12 mars 2012. Pourquoi une libération aussi tardive ? D'abord parce que les autorités françaises n'ont pas fait le moindre forcing pour exiger d'Israël la libération d'un de leur ressortissants, ensuite, parce que Salah, loin de se dissocier de la cause qu'il défend, la lutte pour la libération de la Palestine, a toujours lié son sort à celui des milliers de prisonniers politiques palestiniens qui croupissent dans les geôles de l'État colonial. L'État français, complice des

sionistes tout comme les dirigeants d'Israël sont autant responsables du maintien en détention de Salah ! La lutte pour la libération de Salah Hamouri ne saurait donc se dissocier de celle pour la libération des prisonniers politiques palestiniens, ou des combattants progressistes qui dans le monde restent emprisonnés pour leur participation au combat palestinien, comme le communiste libanais Georges Ibrahim Abdallah scandalementement détenu en France, alors qu'il est libérable depuis 1999. Le NPA participe à ce combat partout où des cadres de mobilisation unitaires peuvent être mis en place.

Hommage

Loumamba Moshni

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès de notre camarade Loumamba Moshni, survenu le jeudi 24 novembre dernier, à 1 heure du matin, des suites d'une crise cardiaque alors qu'il était hospitalisé à Tunis. Loumamba était un militant actif depuis de très nombreuses années, en lutte constante contre la dictature de Ben Ali, mais aussi un militant révolutionnaire et internationaliste. Ses activités en Tunisie lui ont valu d'être emprisonné et torturé à plusieurs reprises et sa famille menacée. Loumamba a dû fuir la Tunisie il y a quelques années et s'installer à Marseille, n'obtenant l'asile politique qu'en 2010. Depuis qu'il était arrivé en France, son activité militante ne s'était pas arrêtée, bien au contraire. Il avait rejoint la LCR, puis le NPA, où l'activité internationaliste était au centre de ses préoccupations. Nous avons été quelques-unEs à le côtoyer, à militer auprès de lui, et observer de près sa détermination à libérer son pays, malgré la distance et malgré les pressions et harcèlements qu'il continuait de subir, même à Marseille. Son combat n'aura pas été vain, le peuple de Tunisie est venu à bout de Ben Ali, et Loumamba en a été témoin. Il est décédé chez lui, dans son pays, auprès de ses camarades de toujours, c'est une consolation inestimable. Nous adressons nos condoléances à nos camarades de la LGO, organisation sœur récemment créée, que Loumamba avait rejoint à la suite de la Révolution tunisienne. Nos pensées vont spécialement à sa femme et ses deux enfants à qui nous adressons nos plus sincères condoléances.

GRANDE-BRETAGNE Une grève historique

La grève du 30 novembre pour la défense des retraites du secteur public a été la plus importante depuis une génération.

Le 30 novembre, plus de 2,5 millions de travailleurs ont fait grève, dans la santé, les services municipaux, les ministères, du jamais vu depuis très longtemps. 30 syndicats ont été impliqués, dont les trois principaux, Unite, Unison et le GMB. Des manifestations ont eu lieu dans de nombreuses villes, y compris dans celles qui n'en avaient plus vu depuis la guerre d'Irak en 2003. Plus de 50 000 personnes ont manifesté à Londres et plus de 15 000 à Belfast. Il y a même eu une manifestation de 100 personnes à Lerwick dans l'archipel des Shetland. Pour l'écrasante majorité des participants, il s'agissait de leur première grève. Deux écoles sur trois étaient fermées, les musées et les tribunaux également, et les opérations non urgentes dans de nombreux hôpitaux ont été annulées. La grève a été un énorme succès non seulement

en raison de sa taille, mais parce que tout le monde savait qu'il ne s'agissait pas seulement des retraites mais aussi de la défense des services publics et, au final, de savoir qui doit payer pour la crise. La grève a aussi posé la question générale des retraites. Le gouvernement dirigé par les conservateurs a déclaré qu'il était injuste que les travailleurs du secteur public touchent une meilleure pension que ceux du privé. Mais il n'a rien dit sur les revenus annuels de plusieurs millions de livres qu'empochent les banquiers comme par exemple les directeurs de Barclays et Royal Bank of Scotland. Plus de 2,5 millions de retraités vivent en dessous du seuil de pauvreté de 178 livres par semaine (832 euros par mois). La pauvreté des retraités en Grande-Bretagne est une des pires d'Europe, venant juste après Chypre, la Lettonie et l'Estonie ! La France

les autres syndicats et le TUC ont finalement décidé d'appeler leurs adhérents à la grève. Les dirigeants de la plupart des syndicats ont été poussés à organiser la grève sous la pression de leurs membres et parce qu'ils n'avaient plus guère d'autres choix. Le gouvernement a fait traîner les négociations depuis le début de l'année sans aucune concession et a même imposé des modifications sans négociation aux régimes de retraite, comme le recul à 67 ans de l'âge de départ pour les jeunes travailleurs. Le gouvernement accélère les attaques contre la classe ouvrière au moment où la récession est sur le point de se transformer en dépression : les travailleurs du secteur public, qui subissent déjà un gel des salaires de deux ans, verront ensuite toute augmentation plafonnée à 1%. Avec une inflation à 5,4%, cela correspond à une baisse de 20% des salaires en quatre ans. Le gouvernement a annoncé la suppression de 710 000 postes de fonctionnaires qui s'ajoute à celle de 400 000 annoncée l'année dernière ! Osborne, le ministre des Finances, a déclaré qu'il ferait « tout ce qu'il faut » pour réduire le déficit. Cela signifie des allègements fiscaux pour les riches et de l'argent récupéré dans la poche de tous les autres. La grève du 30 novembre ne peut être qu'un début dans la résistance contre le gouvernement. Le mouvement doit être intensifié avec des dates d'action prévues pour le début de l'année prochaine concernant les travailleurs du privé. Les jeunes et les étudiants doivent être impliqués car le report de l'âge de la retraite aura un effet immédiat face au chômage des jeunes de moins de 25 ans actuellement au niveau record de 20%. La grève de mercredi en Grande-Bretagne a été suivie le lendemain par une grève générale d'une journée en Grèce et le vendredi par une journée syndicale unitaire en Belgique. La solidarité à l'échelle européenne et l'action commune est plus que jamais nécessaire pour faire reculer l'assaut néolibéral sur tous nos acquis de l'après-guerre.



(REUTERS/DARREN STAPLES)

dépense deux fois plus pour les retraites que le Royaume-Uni. La grève du 30 a été longue à venir. Dès son élection, le gouvernement dirigé par les conservateurs a annoncé qu'il déclencherait la guerre contre les services publics, et la rémunération et les conditions de vie des travailleurs en général. Bien que le TUC (union des syndicats) ait décidé en septembre 2010 d'organiser une action coordonnée nationale contre ces attaques, il lui a fallu six mois pour organiser une manifestation nationale de 500 000 personnes le 26 mars. Malgré le succès important de cette manifestation, les directions des trois grands syndicats et du TUC ont été réticentes à poursuivre l'action. C'est seulement après l'immense succès de la grève du 30 juin, organisée par les syndicats d'enseignement (UCU, NASWUT et NUT) et le syndicat des fonctionnaires PCS, que tous

Fred Leplat (traduction Jacques Radcliff)

PAYS BASQUE « Une solution démocratique maintenant ! »

De nombreuses organisations et personnalités du monde politique, syndical, associatif, appellent à manifester massivement le samedi 10 décembre à Bayonne sous le mot d'ordre « Pays basque : une solution démocratique maintenant ». Elles signent un texte d'appel unitaire dans lequel on peut lire : « L'ETA a annoncé le 20 octobre l'arrêt définitif de l'activité armée. La balle est maintenant dans le camp des deux États. Un nouveau contexte s'ouvre en Pays basque, dans lequel il nous paraît important d'intervenir. Nous voulons une résolution politique, démocratique et pacifique au conflit. Nous voulons une normalisation de la vie politique et nous voulons que les droits démocratiques, que les droits civils et politiques, soient respectés pour toutes et tous ». Elles entendent « participer activement et directement au processus démocratique » qui doit amener une solution intégrale, démocratique, discutée, et elles impulseront « la réconciliation, la reconnaissance, la compensation et l'assistance de toutes les victimes ». Plusieurs revendications immédiates sont avancées : - le regroupement des prisonniers politiques basques en Pays basque avec l'amélioration des conditions de détention, la libération des prisonniers malades ou conditionnables ; - la légalisation des organisations interdites ces dernières années ; - l'arrêt immédiat de la répression, des procès politiques, des mandats d'arrêt européens et des législations d'exception. De fait, une nouvelle situation s'est ouverte en Pays basque avec le changement de politique de la gauche indépendantiste depuis déjà quelques années - optant pour une résolution démocratique et pacifique du conflit - et l'arrêt définitif de la lutte armée de l'ETA annoncé le 20 octobre dernier.

L'heure est à la discussion, à la négociation mais ce n'est toujours pas, à ce jour, la voie choisie par deux des principaux acteurs, les États espagnol et français. La répression continue. Ainsi Aurore Martin (militante de Batasuna de nationalité française) et Josu Eparza (militant d'Askatasuna de nationalité espagnole, réfugié en France) sont toujours sous le coup de mandats d'arrêts européens (MAE). Les deux participeront à la manifestation du 10 décembre. Un ordre d'arrestation pèse sur eux, et donc l'extradition vers Madrid et les geôles espagnoles. L'arrêt des poursuites envers Aurore et Josu, comme envers l'ensemble des militantEs basques, doit être immédiat. Et l'objectif reste l'abrogation de cet instrument liberticide qu'est le MAE. Pour les prisonnierEs politiques basques, il faut des mesures d'apaisement immédiates et les discussions pour une amnistie générale et sans condition doivent commencer. La lutte armée a cessé, mais les raisons politiques du conflit demeurent. La question politique de fond est en effet le droit à l'autodétermination pour le peuple basque, c'est-à-dire le droit de choisir son destin, d'être consulté sur son devenir : statu quo, modification du statut d'autonomie actuel, indépendance... Et si la mise en place de l'exercice de ce droit est à l'ordre du jour, il est évident que cela prendra du temps. La manifestation du 10 décembre à Bayonne se veut une première étape pour exiger que soient respectés les droits démocratiques au Pays basque. Il faudra des mobilisations de plus en plus fortes pour les gagner. Pour commencer, soyons le plus nombreux possible le 10 décembre à Bayonne, à 16 heures, place des Basques !

Claude Larriou

Air France et la sous-traitance cachée

Vendredi 25 novembre, l'information fait le tour des radios : un avion d'Air France a été immobilisé à Boston, après la découverte qu'il manquait une trentaine de vis sur une plaque. Cet avion sortait d'une visite d'entretien de trois semaines en Chine. Nombreux sont les passagers qui choisissent Air France parce que c'est une grande compagnie qui assure son propre entretien. La révélation a provoqué des réactions embarrassées de la direction d'Air France : « nous ne faisons que peu d'avions en sous-traitance, seulement sept cette année... » Mais cet argument est stupide, comment le passager peut-il savoir qu'il ne sera pas sur l'un des sept ? Et il est mensonger, les avions sont bien plus nombreux. Air France développe cette sous-traitance, diminue depuis des années les effectifs de ses centres d'entretien. Air France, en pleine dérouté médiatique, annonce par la voix de son nouveau président Alexandre de Juniac : « On a arrêté d'envoyer nos avions pour l'instant. » Déclaration qui ne coûte rien car aucune autre visite n'était prévue dans l'immédiat en Chine. Mais qui révèle l'embarras. La compagnie a choisi depuis longtemps de suivre la route du profit. Et n'hésite pas à prendre des risques, comme celui d'envoyer réviser les avions dans des pays à bas coût salarial. Air France multiplie les partenariats en Chine, au Maroc, aux Émirats, en Inde... Le problème de l'entretien dans ces pays n'est pas que les travailleurs ne pourraient acquérir les mêmes qualifications, mais que ces pays, pour maintenir les bas salaires, font régner l'ordre vertical et ne tolèrent pas les

libertés (presse, syndicats...). La tentation est grande de cacher les défauts éventuels, une fois l'avion rhabillé, on ne voit rien. Défendre un entretien de qualité, pour la sécurité des passagers, c'est se battre pour de bonnes qualifications, à une époque où les diminutions d'effectifs poussent l'employeur à développer la polyvalence à tout crin. C'est revendiquer des salaires corrects, 1 800 euros minimum, au moment où Air France, l'œil rivé sur le cours de l'action (qui se traîne à 4 euros alors que la mise en Bourse s'est faite aux alentours de 15) annonce des mesures d'austérité salariale pour janvier (blocage des salaires...), et des mesures plus rudes en juin, après les élections présidentielles : la direction parle de « transformation de l'entreprise ». Le mécontentement des salariés est important quand, au même moment, ils apprennent que le PDG sortant, M. Gourgeon, part avec une indemnité de 1 400 000 euros, en plus de sa retraite complémentaire chapeau (350 000 euros annuels...). Encore plus quand ils apprennent que le nouveau PDG, de Juniac, né à Neuilly, fait partie de la bande des copains et coquins hébergés dans la résidence colombienne du pote de Sarkozy... La direction refuse de communiquer sur le salaire d'embauche, qui doit lui aussi tourner autour du million d'euros, bien supérieur au salaire d'embauche d'un mécanicien avion : 1400 euros net par mois ! Des luttes en perspective, pour la défense du métier et de nos conditions de vie, contre les rapaces !

J. Gost

POLOGNE **Non à la privatisation de la santé!**

Partout en Europe, les attaques contre un système de santé public ou une protection sociale se font à marche forcée, de façon plus ou moins accélérée avec plus ou moins de reculs sociaux. Il est apparu indispensable de se rassembler le plus largement possible au niveau européen afin d'organiser une solidarité et des initiatives de lutte en commun.

La conférence européenne pour la défense de la santé publique de Katowice (Pologne) a rassemblé les syndicats polonais SIRPIEN 80 (Août 80) OZZPiP (syndicat des infirmières polonaises) et Sud Santé Sociaux ainsi que le NPA et le PPP (Parti polonais du travail).

Première attaque: financement du public et du privé par des fonds publics!

En 1997, la première contre-réforme vise un financement mixte du système de santé (partiellement une assurance, partiellement par le budget de l'État) et conduit à la création de seize caisses d'assurances régionales financées par des cotisations prélevées en même temps que l'impôt sur le revenu. Cette décentralisation allant de pair avec la création de centres de santé publics autonomes et des centres de santé non publics.

Deuxième attaque: contrats pour une limitation de financement en cas de dépassement du nombre d'actes médicaux. En fait, création des dettes.

En 2004, les caisses régionales sont transformées en départements régionaux du Fonds national de santé qui financent par contrats annuels les services de santé, qu'ils soient ou



non publics. Ce système de contrat a servi à restreindre les ressources des hôpitaux publics et autres centres de santé conduisant à l'impossibilité de financer certains actes médicaux lorsque le nombre annuel prévu de ces actes dans le contrat était atteint.

Le temps d'attente des patients a été démultiplié, les forçant à recourir à des services de soins privés non remboursés mais disponibles rapidement permettant le développement accéléré de l'accumulation du capital dans le secteur de la santé.

Troisième attaque: annulation des dettes si les hôpitaux sont « commercialisés ».

Le gouvernement néolibéral de Donald Tusk (Premier ministre) a fait voter une loi sur l'activité de soins de santé, qui oblige les régions et les municipalités, s'ils n'ont pas « commercialisé » leurs hôpitaux, à couvrir leur déficit au cours des trois mois qui suivent la clôture des comptes annuels.

Les collectivités publiques qui commercialiseront leurs hôpitaux ou centres de santé pourront demander l'annulation de leurs dettes. Cette loi interdit également la création de nouveaux centres de santé publics.

Quatrième attaque: les contrats « poubelles ».

Cette loi prévoit aussi de faire travailler les infirmières dans ces entreprises commercialisées non seulement sur la base d'un contrat de travail mais également en tant que « entrepreneur individuel » sur la base d'un contrat « commercial ». L'employeur se défait de ses cotisations patronales, celles-ci étant financées par l'employée elle-même! Les salaires sont tellement bas qu'il devient courant pour les infirmières de cumuler un contrat classique avec un « contrat poubelle ».

Commission santé du NPA

1. Compte rendu à paraître dans le prochain numéro d'Inprecor.

«Le casse du siècle» à Toulouse: un franc succès

Environ 850 personnes se sont déplacées mercredi 30 novembre pour écouter les différents intervenants invités par le collectif citoyen pour un audit de la dette publique. Ce collectif s'est constitué il y a quelques semaines, à la suite de l'appel national Attac/Copernic. Il a su très rapidement réunir un arc de force assez large, rassemblant Attac, le Front de Gauche, le NPA, Europe Écologie-Les Verts (EÉ-LV), les organisations syndicales FSU, CGT et Solidaires. Aussi a-t-il été rappelé plusieurs fois à la tribune qu'il était positif que ces organisations menant déjà campagne ensemble pour le non au traité européen (hormis les Verts) et plus récemment pour la retraite à 60 ans, se retrouvent à nouveau pour refuser les politiques d'austérité.

Fort justement, affiches et tracts d'appel au meeting titraient «La dette: le casse du siècle!» C'est en effet ce que les orateurs se sont employés à faire: la démonstration que la dette justifiait toutes les politiques de rigueur remettant en cause tous les acquis sociaux. Pour commencer, Jean-Marie Harribey a pris

soin de démontrer le mécanisme de la dette, mettant en accusation les politiques libérales à l'œuvre en France et en Europe, politiques qui font maintenant payer la note aux peuples. Le souhait des organisateurs était de donner un accent internationaliste à cette soirée. Dina Bacalexi, économiste grecque, a donné le ton: elle a rappelé les épreuves qu'affronte depuis plus d'un an maintenant le peuple grec, nous exhortant non seulement à continuer à lui exprimer notre solidarité, mais aussi à entrer dans la danse des résistances et des luttas. Les organisations syndicales avaient souhaité préparer ensemble une intervention, divisée en trois parties égales: Denis Turbet Delof est intervenu sur l'union nationale Solidaires, axant sur les politiques fiscales et celles qu'il faudrait mener, Marie-Cécile Périllat pour la FSU a insisté sur les attaques subies par les services publics au nom de «l'assainissement» des budgets, enfin Gisèle Vidalet, secrétaire départementale de l'UD CGT sur la protection sociale, a défendu la Sécu et le salaire socialisé. Régis Codec pour EÉ-LV, Myriam Martin pour le

NPA, et Christian Piquet du Front de Gauche ont terminé le meeting. Saluant le rassemblement présent, ils et elle ont mis l'accent sur la nécessité de refuser les politiques d'austérité et de tenter d'unifier les résistances en France et en Europe. Moratoire et audit ont été mis en avant pour ne pas payer la dette illégitime. Pour conclure et à la demande du collectif départemental, Pierre Khalfa a appelé tous ceux et toutes celles intéressés par la constitution de comités de quartiers, à s'inscrire auprès des animateurs de cette campagne naissante. Nombreux ont été les contacts pris. Dans l'assemblée, beaucoup de syndicalistes ont retrouvé l'envie de poursuivre l'expérience après ce premier meeting réussi: envie de comprendre (car cette campagne se conçoit aussi comme une initiative d'éducation populaire), envie de convaincre autour de soi, envie de se mobiliser. Ce n'est qu'un début...

Myriam Martin

TRIBUNE DE LA GAUCHE ANTICAPITALISTE **Crise en Europe: proposer une alternative**

Sarkozy et Merkel se préparent à redessiner le paysage européen en pleine crise de l'Union et de la zone euro. La crise mondiale avait révélé les contradictions de la construction européenne, en particulier le développement inégal entre les États exportateurs du centre et les États périphériques. Les pseudo-solutions avancées démontrent à présent le caractère antidémocratique de l'Union européenne.

Élu sur un programme de gauche, Georgios Papandréou a appliqué à la lettre les instructions de la troïka et laissé la Grèce exsangue. Loukas Papademos, ancien numéro 2 de la BCE, prend sa relève afin de poursuivre sa basse besogne. En Italie, après l'adoption de deux plans d'austérité totalisant 60 milliards d'euros d'économies, Silvio Berlusconi est remplacé par le «gouvernement technique» de Mario Monti. Cet ancien commissaire européen à la concurrence, et conseiller de la banque Goldman

Sachs, vient d'annoncer un plan de 24 milliards d'euros d'économies et une restriction du droit à la retraite. La nomination à la tête de la BCE de Mario Draghi, ex-directeur de Goldman Sachs Europe ayant trempé dans le maquillage des comptes publics grecs, vient compléter ce sinistre tableau d'une Europe qui s'est depuis si longtemps livrée à la finance qu'elle ne s'en cache même plus.

Les réactions à l'annonce faite par Papandréou de la tenue d'un référendum, pour ou contre le plan Merkel-Sarkozy du 26 octobre, ont été particulièrement édifiantes. Nicolas Sarkozy s'est empressé d'affirmer que s'il y avait un référendum, celui-ci ne pourrait être que «oui ou non à l'euro». Comme à l'époque de la campagne sur le TCE, les avocats du libéralisme se réfugient derrière un pseudo-débat entre «européens» et «eurosceptiques». Il est dommage que la direction du NPA ait minimisé l'importance de cet épisode, lorsqu'il

fallait au contraire se saisir de l'occasion pour mettre en lumière les reculs démocratiques actuels. Après avoir organisé la dépendance des États vis-à-vis des marchés financiers et placé plusieurs peuples sous tutelle, les dirigeants européens veulent généraliser cette régression démocratique. Après la politique monétaire, c'est le budget que l'on veut soustraire aux parlements nationaux pour le confier à des institutions qui n'ont pas été élues. Devant le Bundestag, Merkel a expliqué que la crise est «une chance» de réformer l'Europe. Le projet qu'elle porte avec Sarkozy est pétri de contradictions. Sur le fond, l'austérité a fait la preuve de son inefficacité à stopper la crise. En outre, la bourgeoisie européenne n'est pas unifiée: à de nombreux égards (déficit extérieur, faiblesse industrielle, taux de profit moindre), la France ne fait pas partie du centre de l'Europe. Enfin, le rythme du politique entre en

contradiction avec la rapidité de la crise économique: pour les États les taux d'intérêt montent trop vite, pour les banques les dévalorisations sont trop soudaines pour organiser un déstapage progressif des créances douteuses.

Le seul résultat du projet Merkel-Sarkozy sera d'accroître la souffrance des peuples et de favoriser un peu plus la montée de l'extrême droite. Il est donc urgent de proposer une alternative à l'échelle européenne avec l'ensemble des organisations de la gauche antilibérale et anticapitaliste. Les campagnes contre les plans d'austérité, les mobilisations pour l'audit des dettes publiques, les initiatives des Indignés, sont autant de points d'appui pour un mouvement d'ensemble et la construction d'un bloc de gauche anticrise. Pour, par exemple, l'harmonisation sociale et fiscale un salaire minimum et un taux effectif minimum d'imposition dans chaque pays.

S'abonner à Tout est à nous!

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
 Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
 Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
 Prénom :
 Adresse :
 Code postal :
 Ville :
 Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET
 N° DE COMPTE
 CLÉ RIB
 Date :
 Signature :

Établissement teneur du compte

Banque :
 Adresse :
 Code postal :
 Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

Hebdo 6 mois 1 an
 28 euros 56 euros
 Mensuel 6 mois 1 an
 22 euros 44 euros
 Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
 50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo 6 mois 1 an
 20 euros 40 euros
 Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
 38 euros 76 euros

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



-FAUJOUR-

Plafonnement des indemnités journalières: scélérat et dangereux!

Le gouvernement a voulu diminuer le montant des indemnités journalières maladie. Puis il a essayé de porter le délai de carence à quatre jours. Les députés de droite craignant que ces mesures ne soient coûteuses en voix, le gouvernement y a renoncé. La loi votée est censée être moins douloureuse: le plafond des indemnités journalières maladie est baissé de 48,40 à 40,40 euros par jour. Cela concerne les salaires bruts supérieurs à 1,8 fois le Smic, soit 2500 euros. C'est indolore, dit le gouvernement, car les salaires sont maintenus durant la maladie. Faux: cette disposition concerne, et seulement en théorie, les salariés mensualisés et présents depuis un an dans l'entreprise. L'indemnisation complémentaire de l'employeur n'est versée qu'à compter du 8^e jour de travail et est limitée à 90% du salaire brut pendant les 30 premiers jours d'absence et au 2/3 pendant les 30 jours suivants. Des conventions collectives ont des dispositifs plus favorables, mais ce n'est pas toujours le cas. Cette mesure est dangereuse, car elle peut être le début de la mise sous condition de ressources des prestations de la branche maladie comme c'est déjà le cas pour certaines allocations familiales. Le plafond pourrait diminuer plus ou moins fréquemment sous prétexte d'économie. C'est ouvrir la porte à la transformation de la Sécurité en un système de simple assistance aux plus démunis, le seul recours pour les autres devenant l'assurance privée.

Des sans-papiers au Sénat.

Mercredi 30 novembre, une délégation de travailleurs sans papiers de Creil et Compiègne (Oise) s'est rendue au Sénat pour y rencontrer des sénateurs et sénatrices (EÉ-LV, PS et PCF), afin de rappeler à la nouvelle majorité que la lutte nationale des 6804 travailleurs sans papiers n'est pas finie. Dans l'Oise, la majorité des grévistes sans papiers ont été régularisés depuis octobre 2009, mais sept d'entre eux sont sous le coup d'une obligation de quitter le territoire (OQTF), et à Beauvais, des familles de demandeurs d'asile sont contraintes par la maire UMP de dormir dans la rue. Après un long et chaleureux entretien, les sénatrices et sénateurs ont parrainé les sept grévistes frappés d'un OQTF, et se sont engagés à soutenir concrètement la lutte. Ainsi Laurence Rossignol (PS) doit interpeller le préfet de Picardie pour faire avancer les dossiers, Esther Benbassa (EÉ-LV) est intervenue au Sénat en rappelant que « Ces étrangers sans papiers n'ont pas traversé des terres et des mers pour le plaisir du voyage. Mais parce qu'ils étaient dans le besoin et qu'ils croyaient en la France - qui, elle, emploie leur force de travail. » Cette rencontre a enfin donné du grain à moudre à la discussion qui doit avoir lieu le 8 décembre sur le droit de vote des étrangers.

Le nucléaire sûr est une chimère!

Le 5 décembre, neuf militants antinucléaires, dans le cadre d'une opération organisée par Greenpeace, se sont introduits sur le site de

centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine. En parvenant à entrer sur ce site et en approchant l'enceinte du réacteur nucléaire, ces militants ont encore une fois prouvé que garantir la sûreté des sites nucléaires est impossible. Le soir, un autre groupe de deux militants a été interpellé par la police sur le site nucléaire de Cruas. Le petit jeu du « chat et la souris » auquel se livrent actuellement les forces de l'ordre à travers les différents sites nucléaires français pourrait être risible si la sécurité des populations n'étaient pas en jeu...

La centrale de Nogent-sur-Seine se situe à 95 km de Paris. Un accident sur cette centrale mettrait en péril des millions de vies. Ce risque, nous ne l'acceptons pas. Comme nous n'acceptons pas l'exposition quotidienne des salariés. Il est urgent de planifier la sortie du nucléaire. Un scénario de sortie en moins de dix ans est proposé par le NPA afin de répondre à cette urgence. Une telle sortie du nucléaire devrait s'articuler avec une politique radicale de transition énergétique mettant en priorité l'accent sur la réduction des consommations énergétiques, le développement des énergies renouvelables, la réquisition des grandes entreprises énergétiques (EDF, GDF, Total, Areva...) afin de construire un grand service public de l'énergie, sous contrôle des usagers et des salariés.

Gaz, les prix vont encore s'envoler.

Les nouveaux tarifs réglementés du gaz devraient être rapidement connus. Ce qui est certain, c'est qu'ils vont augmenter, probablement de 7 à 10%. En effet, le Conseil d'État a annulé la décision du gouvernement de bloquer les prix du gaz. En cause, l'action de petits distributeurs concurrents de GDF Suez, se plaignant que les tarifs imposés créaient « une distorsion dans la concurrence ». Une fois encore, la preuve est faite que la libéralisation-privatisation des entreprises publiques ne crée jamais une concurrence favorable aux consommateurs. À quelques mois de l'élection présidentielle, le pouvoir se serait bien passé de cette hausse et cherche un moyen technique de la limiter. En attendant, cette nouvelle envolée du prix du gaz s'ajoutera aux 20% d'augmentation subie depuis 2009 et aux 60% depuis 2005!

Service minimum. Mardi 13 décembre l'intersyndicale au format réduit à la CFDT, CGT, FSU et Unsa appellent à une journée de mobilisation contre « les plans d'austérité dangereux pour l'activité et l'emploi et inefficaces pour réduire la dette ».

En berne depuis la mobilisation sur les retraites de l'an passé, l'intersyndicale grand format ne s'est pas reconstituée depuis la rentrée. Divisées tant sur les analyses de la crise, les réponses et les modes d'actions, les centrales

syndicales se sont montrées incapables d'être à l'initiative de la moindre riposte significative. La dernière déclaration de l'Intersyndicale du 18 août réclamait : « une véritable concertation sociale avec le gouvernement et le patronat pour examiner les mesures à prendre pour soutenir la croissance, soutenir l'emploi et réduire la dette tout en garantissant la cohésion sociale ». Depuis, la CFDT et FO, dans le cadre de la Confédération syndicale internationale sont allées plus loin en s'engageant avec le « Labor

20 » au côté du Medef pour adresser un vœu au G20 de Cannes : « l'accent doit être mis sur la constitution d'un environnement propice aux entreprises et à la création d'emplois ». Rien qui donne envie de s'engager dans des rassemblements décentralisés qui risquent de ne pas mobiliser au-delà des militants, s'ils sont convaincus...

Remue-ménage dans les centres d'ingénierie Renault. Depuis deux mois, les grèves de prestataires se succèdent dans deux centres d'ingénierie Renault de région parisienne. Après ceux d'Isor (nettoyage à Rueil) et Samsic (sécurité, pompiers et accueil à Lardy), ce sont les patrons de TFN-Atalian (nettoyage à Lardy) qui ont dû céder en fin de semaine dernière après quatre semaines de grève de 90% du personnel. Si les grévistes n'ont pas obtenu les 2 euros par heure d'augmentation et les embauches qu'ils réclamaient, ils ont gagné une prime d'environ 50 euros net par mois, la fin du travail le samedi et le paiement de huit jours de grève. Pendant trois semaines, ils ont dû faire face à l'autisme et aux provocations de leur direction. Et quand ils ont appris que des casseurs de grève travaillaient

à leur place, la riposte n'a pas tardé. Pendant une journée entière, déguisés en Père Noël, ils ont offert une nouvelle décoration - confettis, paille et autocollants - à de nombreux bâtiments du site. Le rapport de forces s'est alors modifié. L'envoi par la direction de TFN d'une vingtaine de jaunes (chefs d'autres sites) dans la nuit du 30 novembre n'a pas eu l'effet escompté grâce à l'intervention des grévistes et de délégués de Renault. La direction Renault, qui était à l'origine de cette demande de nettoyage, voulait reprendre la main car le lendemain un débrayage des résidents du site était prévu en solidarité avec la grève TFN. Finalement, le jour suivant, TFN et Renault ont en partie cédé pour éviter toute contagion. Ils avaient bien noté que depuis le début du conflit, la solidarité financière des Renault avait permis de récolter près de 5000 euros. Après cette série de grèves gagnantes, c'est bien l'extension du mouvement aux Renault qui doit être mise à l'ordre du jour.

SOUSCRIPTION 2011, LE NPA NE PRATIQUERA PAS L'AUSTÉRITÉ!

L'ARGENT A UNE ODEUR, CELLE DE NOS PRINCIPES POLITIQUES

Le NPA est un parti financièrement indépendant et compte le rester. En dehors des frais relatifs aux élections que nous maintenons dans les limites de notre dotation d'État, notre parti ne vit que de ses cotisations... et des dons provenant de ses militantEs et sympathisantEs. L'argent d'en bas pour les permanents, les transports, les locations de matériel et de salle, la presse sans publicité, les affiches, les tracts, etc. L'argent d'en haut pour les élections. Maintenir ce cloisonnement est un principe politique. Un seul chiffre : 30%. C'est ce que représentera la souscription dans le budget 2011. La souscription est donc vitale pour notre organisation. Ni plus ni moins.

REFUSONS L'AUSTÉRITÉ, Y COMPRIS POUR NOTRE PARTI

En donnant au NPA, vous évitez l'austérité au parti des luttes. Il serait fâcheux que nous pratiquions chez nous ce que nous refusons de la part du gouvernement Sarkozy et de la bourgeoisie qu'il défend. Les faux billets distribués pendant le mouvement des retraites, avouons-le, étaient faux. L'objectif est cette année de 350 000 euros. Cela représente un peu moins de 100 euros à collecter par camarade. Obtenez deux dons de 45 euros, et une fois la déduction fiscale opérée, les deux heureux donataires imposables n'auront finalement déboursé que 15 euros chacun !

LEURS PRATIQUES ET LES NÔTRES...

Une semaine de frais de bouche de Chirac, c'est une réunion de la direction nationale. Une virée sur le yacht de Bolloré, c'est un congrès national. Les diamants de Bokassa, c'est la rente à vie du NPA. En attendant de récupérer ce qui nous appartient, socialisons ce que nous avons. Le NPA n'a pas besoin du FMI pour faire des ajustements structurels. En revanche, il a besoin de vous pour ne pas les faire!

Donner au NPA, ce n'est pas adhérer au NPA: c'est investir dans les luttes.

Syl20

Pour souscrire, remplissez et renvoyez-nous le coupon ci-dessous, ou rendez-vous sur le site du NPA, www.npa2009.org/souscription, c'est facile, rapide et sans risques...

SOUSCRIPTION 2011

NOM
 PRÉNOM
 ADRESSE
 CODE POSTAL VILLE

MONTANT € Chèque à l'ordre de « NPA souscription »
 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex

www.npa2009.org



TOUT est à nous!

hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
 Rédaction : 01 48 70 42 27
 Diffusion : 01 48 70 42 31
 Administration : 01 48 70 42 28
 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
 Mail : redaction@npa2009.org
 Numéro ISSN: 1969-8178
 Commission paritaire : 0414 P 11508
 Tirage : 6500 exemplaires
 Société éditrice: Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
 SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
 Gérant et directeur de publication:
 François Coustal
 Impression:
 Rotographie, Montreuil-sous-Bois
 Tél.: 01 48 70 42 22
 Fax: 01 48 59 23 28
 mail : rotoimp@wanadoo.fr



Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant dans la limite de 20% du revenu imposable.
 Association de financement « NPA souscription » - 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex
 - Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA -